

Interviews de K. Kinzler

Klaus Kinzler

L'ISLAMO- GAUCHISME ne m'a pas tué

Un enseignant défend
la liberté d'expression

du Rocher
ROCHER

Editions du *Rocher*, 2 mars 2022

(Attention, les articles sont classés dans l'ordre chronologique, inversé, du plus récent au plus ancien)

1 juin (Famille chrétienne)

<https://www.famillechretienne.fr/38445/article/le-debat-est-en-train-de-disparaitre-de-luniversite>

« Le débat est en train de disparaître de l'Université »

Professeur d'allemand à l'IEP de Grenoble, Klaus Kinzler a été diffamé, insulté, menacé, suspendu de ses fonctions pour avoir refusé les injonctions d'une poignée d'étudiants extrémistes il y a quelques mois. Il en tire les conclusions dans [L'islamo-gauchisme ne m'a pas tué](#) (Le Rocher).



Klaus Kinzler a été suspendu de ses fonctions à l'IEP de Grenoble après avoir été taxé d'«islamophobie».

Publié le 1/06/2022 à 11:54

Où en êtes-vous aujourd'hui sur le plan administratif ?

En théorie, la réponse est simple. Depuis la fin de ma suspension de quatre mois, le 14 avril, je suis de nouveau enseignant à l'IEP de Grenoble, au même titre que mes collègues. Ma directrice vient d'ailleurs de me le confirmer : si je le souhaite, je pourrai reprendre les cours en septembre et personne ne pourra m'en empêcher.

En pratique, c'est plus compliqué : d'abord, mystérieusement - et contrairement à ce qui est requis par la loi -, il n'y a pas eu de conseil disciplinaire à mon encontre à la suite de ma suspension, ce qui, selon mes avocats, rend celle-ci légalement infondée. Le tribunal administratif se penchera sur ce point en temps voulu et son jugement va nous apprendre [jusqu'où va la liberté d'expression d'un enseignant du supérieur](#). Ensuite, à part une poignée de collègues amis, personne à l'IEP ne souhaite vraiment mon retour. C'est du moins ce qu'on me dit. Fort bien mais que faire ? Continuer à rester chez moi ? Faut-il que je prenne ma retraite ? Si d'ici la rentrée, le ministère sort de son chapeau un poste alternatif pour moi - un poste intéressant ! -, j'aviserai. Si non, je serai devant les étudiants de l'IEP en septembre.

Qu'est ce qui a mis le feu aux poudres ? Vous avez mis en doute le concept d'islamophobie ?

Ce n'était pas mon intention. J'ai été invité à participer à un débat intitulé « Racisme, antisémitisme et islamophobie ». Ce qui m'a dérangé, c'est ce manque de rigueur, sur le plan intellectuel, consistant à mettre sur le plan l'antisémitisme et le racisme d'une part, et l'islamophobie d'autre part. [L'antisémitisme, le racisme](#), on sait très bien ce que c'est, ils ont été étudiés par des historiens, des philosophes, des sociologues. Mais l'islamophobie ? C'est un terme très récent, une notion très floue dont on ne sait pas ce qu'elle recouvre exactement. Est-ce une hostilité à la religion musulmane, parfaitement légitime et légale en France ? Aux musulmans eux-mêmes, qui tomberait sous le délit de racisme ? On ne sait pas. J'aurais aimé en débattre d'autant que, en l'occurrence, j'ai flairé un désir de banalisation de la Shoah et une victimisation des musulmans français, supposés être les nouveaux juifs. On ne m'en a pas laissé le loisir. J'ai été attaqué, insulté par des affiches et des posts sur les réseaux sociaux...

Votre direction ne vous a pas soutenu. Par complicité idéologique ou simple volonté de ne pas faire de vagues ?

En tout cas il n'y a aucune connivence idéologique entre la directrice de l'IEP et les « décolonialistes » et autres islamogauchistes qui m'ont diffamé. Je dirais que politiquement elle est plutôt au centre. Volonté de ne pas faire de vagues ? Certes. Mais je crois que son attitude est surtout due à une incompétence flagrante. Elle n'a pas vu l'explosivité de ce conflit, [quelques semaines après l'attentat contre Samuel Paty](#). Le fait qu'un de ses professeurs soit publiquement accusé d'islamophobie était très grave ; elle n'a pas cru devoir remettre à sa place ma collègue qui m'accusait ainsi. Quand les étudiants ont repris à leur compte et aggravé ces accusations diffamatoires, elle ne m'a pas contactée pour me prévenir, elle n'a pas exigé des étudiants qu'ils suppriment leurs posts sur les réseaux sociaux, elle n'a pas fait de signalement au procureur, comme elle aurait dû le faire.

Les différents IEP (Paris, Lyon, Grenoble...) sont la cible d'une gauche sectaire. Comment l'interprétez-vous ?

Ce ne sont pas seulement les IEP qui en sont victimes. On retrouve ce phénomène à l'université notamment dans les sciences sociales. Et ce ne sont pas seulement les étudiants (ceux qui ont tout cassé à La Sorbonne récemment, par exemple), ce sont aussi les enseignants-chercheurs, qui ont importé [des théories venues des Etats-Unis sur le genre](#), la « race », le « décolonialisme », ce qui ne serait pas un problème s'ils acceptaient d'en débattre. Or ils veulent les imposer par la force. La tolérance, le débat sont en train de disparaître. Si vous contredisez ces théories, on vous considère immédiatement comme l'ennemi à abattre. J'aurais aimé débattre de l'islamophobie ; on m'a refusé ce débat et on m'a insulté. Le pire c'est qu'on refuse le débat au nom de la science, une science militante, qui ne connaît plus la neutralité axiologique chère à Max Weber. Quant aux étudiants, soit ils se déclarent « offensés », soit deviennent agressifs.

A quoi est dû ce refus de débattre ? Réduction du débat à sa dimension morale ? ou impossibilité intellectuelle d'argumenter ?

Ce qui est sûr, c'est que le niveau intellectuel des sciences sociales a considérablement baissé depuis quelques années. Les articles sur le genre, la « race », le décolonialisme sont souvent extrêmement médiocres. Leurs auteurs ont peu lu, sont hyper spécialisés, ne maîtrisent pas une discipline mais se contentent d'« études » (« studies ») dans lesquelles ils inventent des mots compliqués et de ce fait séduisants. Et puis il y a les étudiants. Leur niveau, également, a énormément baissé. Eux non plus n'ont pas lu les œuvres de la grande littérature. Ils arrivent en pensant tout savoir, attendant de leurs professeurs qu'ils leur donnent le vernis scientifique qui ornera leurs préjugés. En plus, [dans un monde sans Dieu](#), je pense qu'il y a derrière tout cela une quête de spiritualité...

Que voulez-vous dire ?

Je pense que [toutes leurs croyances, qui ne sont que des idéologies, remplacent ce Dieu qui est mort](#), depuis Nietzsche. Mes étudiants ont des parents qui ne vont plus à l'église, ne connaissent pas les Evangiles, ne savent pas ce qu'est la foi... L'utopie du communisme est morte, elle aussi. En même temps ils ont besoin de croire en quelque chose. On les a convaincus que notre démocratie occidentale est d'une injustice terrible. Ils croient à la nécessité de sauver la planète et qu'il faut pour cela abolir le capitalisme... Bref ils refusent tout débat rationnel, victimes qu'ils sont d'un dogmatisme étroit ; leur lutte a quelque chose de religieux, au plus mauvais sens du terme. Du coup la critique de leurs croyances est ressentie par eux comme un blasphème.

Vous dites que certains se disent « offensés », le mot revient sans cesse. Est-ce sincère ? Ou une comédie pour faire taire le camp d'en face ?

C'est en partie hypocrite. Ceux qui se disent offensés par exemple par l'islamophobie sont les mêmes qui font montre, dans la minute qui suit, d'une immense agressivité, vous attaquant et vous diffamant avec violence. Tout cela ne va pas très bien ensemble !

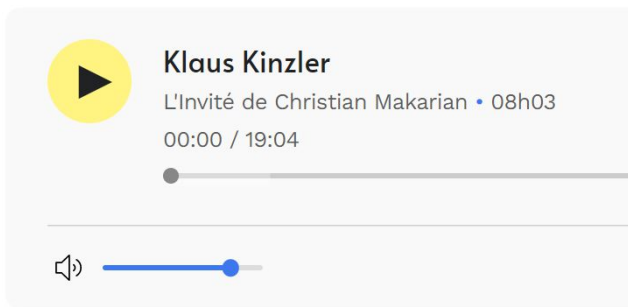
En ce qui me concerne, je crois que mes étudiants musulmans ont été sincèrement offensés par mes propos sur [l'islam radical](#), dont j'avais dit qu'il me choquait notamment par sa violence, par la place qu'il assigne à la femme. Mais je pense qu'on leur a appris à être offensés, à être victimes. Quand on critique leur religion, ils refusent la discussion car ils sont blessés. Mais s'ils ne veulent pas que l'on évoque ces questions si cruciales pour notre société, ils n'ont plus leur place à l'IEP. Ou alors, l'IEP comme lieu de formation n'a plus de sens.

Vous considérez-vous comme un lanceur d'alerte, comme l'indique la postface de votre ouvrage signée par un de vos confrères ?

Oui. C'est une histoire qui m'est tombée sur la tête, sans que je l'aie cherché... J'ai parlé à la presse d'une part parce qu'il fallait que je me défende, et d'autre part parce je pense que cela intéresse la société dans son ensemble, dans la mesure où les IEP forment les futurs cadres de notre société. L'impossibilité des débats libres, [la menace sur la liberté d'expression](#), l'endoctrinement qui y règnent : tout cela doit se savoir. Donc, oui, il était nécessaire de lancer l'alerte !

3 mai 2022 (Radio Notre Dame, 19')

<https://radionotredame.net/emissions/linvite-de-christian-makarian/03-05-2022/>



''

Klaus Kinzler, professeur de langue et de civilisation :
« L'islamogauchisme ne m'a pas tué » (Rocher)

ENTRETIEN

Klaus Kinzler « L'islamophobie est un vulgaire outil de propagande »

Accusé d'être islamophobe par certains de ses étudiants, Klaus Kinzler a déclenché « l'affaire de l'IEP de Grenoble » en décembre 2020. Dans *L'islamo-gauchisme ne m'a pas tué*, un récit enlevé et intelligent, le professeur d'allemand prend position pour la liberté d'expression.

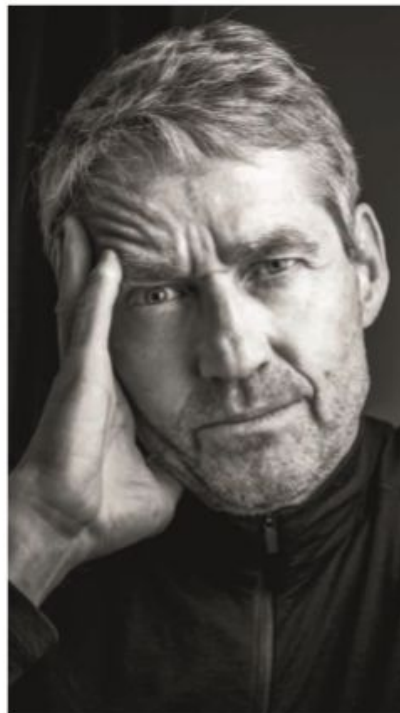
Actualité Juive « Racisme, islamophobie, antisémitisme ». Au départ, vous êtes gêné par ce titre d'un groupe de travail qui prépare la « Semaine de l'égalité » qu'organise tous les ans l'IEP de Grenoble. Pourquoi réagissez-vous ?

Klaus Kinzler : Quand, en décembre 2020, j'ai vu l'association de ces trois concepts, je dois avouer que j'ai bondi car, spontanément, j'y ai vu une tentative de banaliser les crimes de la Shoah. Cette sensibilité sur ce sujet fait partie de mon identité, comme c'est le cas pour beaucoup d'Allemands de ma génération. Au lieu de discuter avec moi sur la pertinence de l'intitulé, mes collègues de l'IEP m'ont d'abord reproché de rejeter en bloc le concept d'islamophobie qui, pour eux, est « scientifique ». Mais associer ces trois concepts relève pour moi d'une charlatanerie intellectuelle scandaleuse. Car deux d'entre eux, le racisme et l'antisémitisme, sont depuis longtemps parfaitement établis et tout le monde sait ce qu'ils veulent dire. L'islamophobie, par contre, est une notion nouvelle et fortement controversée. Elle est exclusivement utilisée par deux groupes qui, a priori, ont peu en commun : les « universitaires-militants » de la nouvelle gauche décoloniale et les islamistes pour qui l'islamophobie n'est rien d'autre qu'un synonyme du blasphème. Ils l'utilisent dans le même but : étouffer dans l'oeuf toute critique de l'islam en la criminalisant, au même titre que l'antisémitisme et le racisme qui, à juste titre et depuis fort longtemps, constituent des délits de droit commun.

Mais le concept lui-même d'islamophobie pose problème, non ?

K.K. : En effet. Rappelons que l'islamophobie, c'est d'abord « la phobie de l'islam ». Or, craindre quelque chose ne constitue pas un délit, encore moins quand cette chose se montre régulièrement sous les aspects les plus effrayants. C'est pour cette raison que le code pénal ne connaît pas cette notion. Pour invalider cet argument, les islamogauchistes nous expliquent docement que ce qu'ils entendent par « islamophobie » n'est pas la peur de l'islam mais, en réalité, le racisme contre les musulmans. Mais alors pourquoi ne pas parler, comme le font les sociologues allemands, de

« racisme contre les musulmans » (Muslimfeindlichkeit), ce qui désigne clairement un phénomène existant effectivement en France ? Persister



Sur les murs de l'IEP et les réseaux sociaux, l'UNEF diffuse, à l'époque, des photos de vous avec votre nom et appelle à votre démission. En quoi est-ce le symptôme d'une évolution préoccupante des étudiants ?

K.K. : L'évolution qui me préoccupe n'est pas celle des étudiants mais celle de leurs maîtres. Ce sont eux qui, dès le lycée, les endoctrinent avec les nouvelles théories identitaires qui nous viennent des USA et qui atomisent la société. Quand ils entrent chez nous, à l'IEP, nos étudiants sont déjà des décolonialistes chevronnés et ce que, dans leur « shopping éducatif », ils demandent à notre école, c'est d'offrir à leur préjugés un lustre scientifique. Ce que nous faisons volontiers... Cela est, bien entendu, le fait d'une minorité des enseignants. La majorité silencieuse, elle, se laisse intimider par celle-ci et, comme son nom l'indique, se tait ou, pire, s'adapte sous la pression. Mon seul espoir ? Ces théories sont intellectuellement tellement souterraines et heurtent tellement tout esprit éveillé qu'elles ne feront pas long feu. Mais peut-être je suis trop optimiste.

Vous expliquez que l'affaire de l'IEP de Grenoble démontre combien la démocratie est fragile. Comment faire en sorte de solidifier notre vie démocratique ?

K.K. : Question vaste et difficile. Ma seule réponse rapide est de dire qu'il faut restaurer, au plus vite, l'autorité de l'État et l'État de droit, et cela dans toutes les parcelles de la République. Une démocratie où les voyous dictent la loi, que ce soit dans les banlieues, à l'université ou ailleurs, a déjà perdu la bataille. Or, si vous tenez de tels propos à l'IEP de Grenoble, vous êtes un fasciste.

Sur un plan personnel, votre vie a été grandement bousculée. Pensez-vous qu'un retour à la « normale » soit possible ?

K.K. : Je l'espère et je le crois. Mais il a d'abord fallu que j'écrive ce livre. Sa sortie m'a énormément soulagé. Tout est désormais dit et sur la table. Ma vie peut continuer. Reste ma réintégration à l'IEP. Je me battrais pour qu'elle ait lieu le plus vite possible, à savoir dès le 15 avril, date à laquelle ma suspension prend fin. ■

Propos recueillis
par **Eric Keelassy**

à utiliser un terme qui induit les gens en erreur est louche. Ensuite, et même pire : pourquoi ces universitaires-militants et leurs alliés islamistes ne respectent-ils jamais leur propre définition et présentent systématiquement ceux qui osent critiquer les formes les plus radicales de l'islam comme des « islamophobes » – ce qui, objectivement, met la vie de ces citoyens en danger ? C'est exactement ce qui m'est arrivé à l'IEP de Grenoble, trois mois après l'assassinat de Samuel Paty. Tout prête donc à croire que la notion d'islamophobie n'a rien de scientifique. Il s'agit d'un vulgaire outil de propagande.



Éditions du Rocher
344 pages, 19,90 euros

18 mars (Atlantico)

<https://www.atlantico.fr/article/decryptage/klaus-kinzler-on-a-laisse-les-etudiants-extremistes-de-l-iep-de-grenoble-baigner-dans-l-impunite-totale-voire-le-sentiment-d-omnipotence-islamogauchisme-iep-grenoble-universite-etudes-superieures-etudiants-syndicats>

« L'ISLAMOGAUCHISME NE M'A PAS TUÉ »

Klaus Kinzler :

« On a laissé les étudiants extrémistes de l'IEP de Grenoble baigner dans l'impunité totale, voire le sentiment d'"omnipotence" »



Des étudiants manifestent contre l'islamophobie devant le campus de l'Institut d'études politiques à Saint-Martin-d'Hères, près de Grenoble, le 9 mars 2021.

avec [Klaus Kinzler](#)

Klaus Kinzler publie « L'islamogauchisme ne m'a pas tué » aux éditions du Rocher. Professeur d'allemand et de civilisation allemande à l'Institut d'études politiques de Grenoble, Klaus Kinzler a été ciblé par des étudiants sur les réseaux sociaux. Il revient sur cette « affaire de Grenoble », cas d'école qui en dit long sur l'état de la liberté d'expression aujourd'hui.

Atlantico : Klaus Kinzler, vous publiez « L'islamogauchisme ne m'a pas tué » aux éditions du Rocher. Du jour au lendemain, votre vie d'enseignant à l'IEP de Grenoble a changé lorsque vous avez été ciblé par un syndicat étudiant. Pourquoi les choses se sont-elles envenimées à ce point ?

Klaus Kinzler : Je voudrais préciser qu'au début du conflit, en décembre 2020, « ma vie d'enseignant » n'a pas « changé du jour au lendemain » mais juste un peu, graduellement, avant de redevenir « normale » avant Noël (et jusqu'au 4 mars). En plus, l'attaque qui m'a visé à ce moment-là n'est pas venue d'un syndicat étudiant mais d'une collègue historienne qui, au sein d'un groupe de travail censé préparer, avec une dizaine d'étudiants, l'une des quatre journées de la *Semaine pour l'égalité*, n'a pas supporté que je la contredise quant à l'intitulé de notre journée - « Racisme, islamophobie, antisémitisme » - intitulé dont je pensais, et pense encore aujourd'hui, qu'il cherchait à banaliser les crimes de la Shoah et, dans ce but, à mettre les millions de morts dus au racisme et à l'antisémitisme au cours de notre histoire sur le même plan que les victimes d'un racisme antimusulman français certes réel mais sans aucune mesure avec les deux autres formes de racisme. La tentative d'alliance (contre nature) d'islamogauchistes et d'islamistes pour

donner à l'*islamophobie*, un concept récent, ambigu et militant, le même statut que détiennent depuis longtemps, et à juste titre, l'antisémitisme et le racisme, me paraissait être une charlatanerie dont la visée est double : d'une part victimiser les musulmans français en leur conférant collectivement un statut comparable à celui des juifs des années 1930 ; d'autre part, criminaliser toute critique de l'islam radical.

Si les choses se sont envenimées rapidement, c'est premièrement qu'au nom de la prétendue « scientificité » de la notion d'islamophobie (qui au départ du conflit était le cadet de mes soucis), cette collègue non seulement a refusé de débattre avec moi. Pire : elle a rapidement ameuté la direction de l'IEP, son syndicat, le défenseur des droits ainsi que ses collègues enseignants-chercheurs pour obtenir que je sois puni pour mon acte de lèse-majesté (je ne suis qu'un pauvre agrégé, sans doctorat, et fais donc partie de la plèbe universitaire). Si la direction ne donne pas suite aux sollicitations de ma collègue, celle-ci trouve un soutien immédiat et infaillible au sein de son labo de recherche Pacte dont le directoire publie, le 8 décembre 2020, un « communiqué officiel » où je suis accusé d'« une forme de harcèlement » et « d'atteinte morale violente » à l'encontre de ma collègue.

Dans leur rapport de mai 2021, les inspecteurs généraux missionnés par la ministre Vidal soulignent les conséquences gravissimes de ce communiqué publié par une institution de recherche prestigieuse: non seulement, il divise le corps enseignant de l'IEP mais, pire, le directoire de Pacte fournit aux étudiants du syndicat US l'idée et les munitions idéologiques pour lancer, dès le 8 janvier, une campagne de diffamation contre moi sur leur site Facebook, campagne dans laquelle, sur la base des mails échangés avec ma collègue historienne en décembre, ils m'accusent d'extrémisme de droite et d'islamophobie.

La deuxième raison qui a envenimé les choses et contribué à l'escalade qui a abouti aux affichages du 4 mars est l'inaction inexcusable de la directrice de l'IEP face aux menées autant des enseignants que des étudiants de l'US qui, de toute évidence, *voulaient ma peau*. Elle n'a su ni discipliner les collègues qui m'ont publiquement diffamé dans un document officiel, ni saisir la gravité de la situation quand elle a appris, le 10 janvier, que les étudiants, à peine dix semaines après l'assassinat de Samuel Paty, mettaient ma vie en danger en me qualifiant d'extrémiste de droite islamophobe : contrairement à ce qui était son devoir le plus stricte, elle n'a fait aucun signalement au Procureur, ni demandé aux étudiants d'effacer leur post. Pire et presque incroyable : elle n'a même pas jugé nécessaire de m'informer des accusations graves dont je faisais l'objet.

L'impunité totale, voire le sentiment d'« *omnipotence* » où, selon le rapport des inspecteurs, baignaient les étudiants extrémistes à ce moment-là en faisant « régner un climat de peur à l'IEP », n'a pu que les encourager à aller plus loin dans leurs méfaits. L'affichage de mon nom à côté de celui de Vincent Tournier le 4 mars par des « inconnus » n'a été que l'aboutissement logique de l'incurie de la direction dans la gestion de cette crise.

Comment expliquer qu'en France, pays des Lumières, de Voltaire et de Diderot, un enseignant, un professeur comme vous, ait pu être victime d'une telle cabale, accompagnée de lourdes conséquences professionnelles que vous avez dû subir ? Le système universitaire a-t-il dysfonctionné ? Les idéologies à l'œuvre comme le wokisme ou la cancel culture sont-elles les principales sources de ce fléau et de ce tourbillon ?

On parle beaucoup ces temps-ci, et à juste titre, du wokisme et de la cancel culture. Ces deux phénomènes, qui vont de pair, sont omniprésents dans les pays anglo-saxons où ils font des ravages dans toute la société. En France, on est « en retard », mais, hélas, on s’y met sérieusement. Evidemment, il convient de s’y opposer avec vigueur.

Et pourtant, j’avancerai une autre hypothèse pour expliquer ce qui nous est arrivé à l’IEP de Grenoble, à Vincent Tournier et à moi : nous assistons, non seulement à l’université mais dans toute la société française, à l’effondrement de l’autorité de l’Etat et à celui du respect des règles permettant de vivre ensemble pacifiquement. L’Etat de droit, c’est ma conviction, est en danger. Le microcosme d’un établissement comme un IEP de province, où j’ai enseigné pendant plus de 25 ans sans rencontrer le moindre problème avec mes étudiants, dans une liberté académique et d’expression quasi-totale, est un cas d’école pour illustrer ce qui se passe quand une minorité d’extrémistes comprennent qu’il n’y a plus ni droit ni loi et qu’il est possible de faire ce qu’on veut du moment où on se déclare « en lutte ».

C’est ainsi que, depuis des années, une poignée d’étudiants parmi les plus extrémistes organise des blocages, sans aucune intervention de la direction, pire : avec le soutien désormais ouvert d’une partie des enseignants les plus militants. Ensemble, en fermant pendant des semaines l’accès à un établissement public d’enseignement, ils prétendent protester contre la politique du gouvernement, élu démocratiquement, à qui ils dénie, certains des enseignants *ex cathedra*, toute légitimité démocratique de réformer la France.

Ajoutons que les réseaux sociaux ont pourvu cette minorité agissante – dont j’estime le nombre à 15 ou 20 % des enseignants et étudiants - d’une arme supplémentaire efficace et redoutable : tous ceux qui ne partagent pas la doxa décoloniale sont immédiatement punis au moyen de ce que, concernant les événements à l’IEP en 2021, les inspecteurs ont qualifié de cyberharcèlement. Le résultat est que depuis un an ou deux, aucun débat libre n’est plus possible à l’IEP de Grenoble. En classe, la petite minorité des extrémistes veille au grain et censure le discours des camarades impies. Les enseignants sont soit complices (la minorité, je le répète), soit silencieux (la majorité, par peur de devenir eux-mêmes l’objet de cyberharcèlement).

La leçon simple que j’en tire pour l’enseignement supérieur (et même pour la société française dans son ensemble), c’est qu’il faut d’urgence rétablir l’Etat de droit et punir, immédiatement et sévèrement, tous ceux qui, dans le cas de l’université, se rendent coupables de diffamation et d’injure publique sur les réseaux sociaux vis-à-vis de certains enseignants ou étudiants. C’est pour cela que la relaxe des étudiants qui nous ont diffamés l’an dernier exprimée par un conseil de discipline dépaysé en novembre m’a profondément choqué; de la même façon, j’ai été choqué quelques jours après par la décision de la directrice de l’IEP de renoncer à faire appel contre cette décision incompréhensible. Force est de constater que l’impunité des diffamateurs de la cancel culture est ainsi devenue la nouvelle *jurisprudence* de l’établissement, ce qui, sans changement radical de gouvernance (et de gouvernants) n’augure rien de bon pour la liberté d’expression à l’IEP de Grenoble dans les années à venir.

Comme je l’ai dit, cette réflexion sur la nécessité de la restauration du droit s’applique à la France entière. Sans un Etat de droit fort qui impose ses règles à tous, notre démocratie continuera à se fragiliser.

Le sujet de l'islamogauchisme est-il particulièrement épineux ? Pourquoi cela ?

Juste quelques mots, car il y a pléthore de littérature à ce sujet : le terme « islamogauchisme », que mes éditeurs ont tenu à intégrer dans le titre de mon livre, est extrêmement controversé, tout comme d'ailleurs celui d'islamophobie. Certains, comme les ministres Jean-Michel Blanquer et Frédérique Vidal (début 2021), ont pensé (Vidal) ou pensent toujours (Blanquer) que ce phénomène existe et qu'il « gangrène l'université ». D'autres, par contre – l'écrasante majorité dans le milieu où j'enseigne –, nient l'existence du phénomène en bloc et affirment au contraire qu'il a été inventé de toute pièce par le gouvernement (à savoir, dans le langage simplificateur de ces gens-là, par la droite et l'extrême droite), dans le seul but de réduire la liberté académique dans le domaine des sciences sociales, voire d'y introduire une sorte de censure.

Je n'ai pas envie d'alimenter ce débat. Ce que je sais, en revanche, c'est que, dans mon cas particulier, ce sont bien des islamogauchistes - en chair et en os -, à savoir quelques enseignants-chercheurs de l'IEP de Grenoble, qui sont à l'origine des événements qui ont plongé l'Institut dans la plus grande crise depuis sa fondation en 1948. Des islamogauchistes, il y en a donc bel et bien, j'en témoigne, je les ai vus, je les connais par leur nom. Ce que je peux dire d'eux, c'est qu'ils sont totalement aveuglés par les nouvelles théories ô combien « scientifiques » qui nous sont venues des USA, ils sont intolérants et autoritaires au possible ; ils recourent volontiers à une justice parallèle où ils pratiquent, impunément, la diffamation et l'injure publique. Cerise sur le gâteau : en vertu de la « Science » (avec un S majuscule !) qu'ils pratiquent avec un militantisme qui force le respect, ils se croient sincèrement légitimés à clouer le bec à tous ceux qui refusent de cautionner leur alliance avec les islamistes, alliance qui vise à interdire toute critique de l'islam - un comble pour tout bon gauchiste traditionnel.

Pensent-ils, dans leurs rêves du Grand soir, rallier à leur cause les millions de musulmans français, en remplacement des masses populaires que la gauche, depuis longtemps, a perdues à l'extrême droite ?

La réalité et l'expérience que vous relatez dans votre ouvrage sont-elles le témoin de l'incapacité du monde universitaire à débattre sereinement ? Est-il encore possible de défendre la liberté d'expression ? Et notamment dans l'enseignement supérieur ?

Ma réponse, là aussi, sera brève, car je ne saurais parler du monde universitaire dans son ensemble. Même si j'ai lu d'innombrables articles et quelques livres sur ce qui se passe à d'autres endroits, c'est l'IEP de Grenoble que je connais le mieux. Mon livre parle de ce seul endroit, et il parle d'une expérience individuelle. Le fait est que, aujourd'hui encore, donc 15 mois après le début de l'affaire en décembre 2020, la liberté d'expression dans ce lieu d'enseignement supérieur où nous formons les cadres de demain, n'est toujours pas rétablie. Et ce n'est pas moi qui l'affirme : en affirmant cela, je me base sur les comptes rendus des réunions pédagogiques organisées par mes collègues au mois de janvier 2022 ! Le « climat de peur » y persiste, et mise à part une certaine gesticulation organisée par une agence de com privée et un « comité de sages », rien n'est vraiment fait pour y permettre le retour à la sérénité, à la confiance et, oui, à la liberté d'expression.

Le seul but que, depuis un an, l'IEP de Grenoble semble avoir poursuivi avec une obsession quasi pathologique, c'est de prouver au monde entier, du matin au soir, que tout y va pour le mieux dans le meilleur des mondes iepiens, et que les seuls responsables de la crise existentielle que l'Institut

traverse sont les médias nationaux avec leurs « attaques nauséabondes » (*dixit* la directrice en septembre 2021) et, bien entendu, l'innommable prof d'allemand, le *traître* qui, « pour cinq minutes de gloire » (une collègue élue récemment présidente du conseil de discipline) est prêt à « tuer Sciences Po Grenoble » (la revue *Academia*, 2 mars 2022).

Permettez-moi une dernière remarque à ce propos: ce qui m'inquiète sur un plan académique, c'est que, de plus en plus souvent, le débat, à l'IEP et ailleurs, soit désormais interdit au nom de la « science ». C'est d'ailleurs exactement ce qui m'est arrivé. Le problème majeur est que cette « science », du moins dans certaines disciplines des sciences sociales, est en train d'abandonner ses propres règles les plus fondamentales, comme par exemple celle de la « neutralité axiologique » formulé il y a 100 ans par Max Weber. Certains de mes collègues de l'IEP affirment désormais dans leurs articles, dans le jargon pompeux qu'ils affectionnent, sans complexes et sans aucune gêne, que « *la neutralité* » *politique du chercheur* « *n'est pas souhaitable* » ! Le père allemand de la sociologie moderne se retournerait dans sa tombe s'il entendait ces militants qui se drapent de l'habit du chercheur.

Très concrètement, en décembre 2020, dans notre établissement, cette confusion entre science et militantisme – Nathalie Heinrich parle de « militantisme académique » - a, en substance, donné ceci, dont la profondeur intellectuelle est remarquable : Comment, tu refuses de mettre sur le même plan racisme, islamophobie et antisémitisme ? C'est que tu n'y comprends rien, petit prof d'allemand. Car, je te l'assure, l'islamophobie, c'est 100% scientifique ! Si tu ne me crois pas, t'as ka lire la tribune de Jean-François Bayard parue dans *Le Monde* du 31 octobre 2020. Il te prouve par A + B que, « que le terme plaise ou non, il y a bien une islamophobie d'Etat en France ».

Quod erat demonstrandum ! Donc : ta gueule !

Comment expliquer qu'une partie de la gauche ou que certains étudiants aient basculé dans une forme d'intolérance et ne soient plus dans la quête du dialogue, de l'échange et du progrès ? Est-ce en raison de ce lien que vous évoquez le délit de blasphème lorsqu'il est question d'islamogauchisme ?

Là encore, c'est une question vaste qui dépasse de loin mon champ de compétence. En ce qui concerne les étudiants, la question que vous posez est cependant cruciale pour le professeur que je suis, et j'essayerai donc de vous répondre : pourquoi une partie de plus en plus importante des étudiants (la partie « agissante ») n'est, en effet, plus « en quête du dialogue, d'échange », de débats contradictoires, bref tout ce qui est à la base de la tradition universitaire, et qui permet le progrès de la connaissance ?

Mon impression est qu'une assez large partie des lycéens que nous recrutons à l'IEP sont déjà des décolonialistes patentés au moment même où ils franchissent nos portes. Ce qu'ils attendent de nous, c'est qu'on applique à leurs préjugés simplistes le vernis scientifique qui manque encore. Généralement nous exauçons leurs vœux avec diligence. Quand quelqu'un s'y refuse, ils ne sont pas contents : soit ils se montrent « offensés » (pour reprendre le titre du livre de Caroline Fourest), soit ils deviennent très agressifs et tentent de vous faire taire par tous les moyens.

C'est un constat que je fais depuis deux ou trois ans, pas plus, mais je l'admets : pour l'instant je n'explique rien. Pourquoi est-ce ainsi ? La réponse est forcément multicausale. Un élément est

certainement l'endoctrinement des jeunes qui commence dès le lycée. Plein de reportages le prouvent. C'est effrayant. Un autre élément, au moins tout aussi important, est le manque abyssal de culture de nos jeunes étudiants, combiné avec un manque tout aussi criant de curiosité intellectuelle. Ils sont convaincus qu'ils savent déjà tout... Etant père moi-même, je suis bien placé pour savoir que nos jeunes ne lisent plus de livres. Ni de la littérature ni autre chose. Leur monde est celui des réseaux sociaux. L'explication des phénomènes actuels les plus compliqués ne doit pas dépasser 160 signes... Un dernier élément de cette liste loin d'être exhaustive est sans doute une nostalgie de croyance ou de foi que j'observe chez nos jeunes. « Dieu est mort », depuis Nietzsche, le communisme est mort depuis la chute du Mur, la planète est foutue. Et même s'ils ne l'avoueraient pas, je suis persuadé qu'au fond d'eux-mêmes, ils cherchent de nouveaux dieux pour remplacer les anciens. C'est pour cela qu'ils confèrent aux mouvements sociaux à la mode une dimension spirituelle voire religieuse, comme par exemple à l'écologie ou, encore plus, à la lutte pour la fin des discriminations envers les LGBTQIA* et ceux qu'ils appellent des personnes « racisées ».

Le problème est qu'une telle approche émotionnelle les rend inaccessibles à la plupart des arguments rationnels, et quiconque ose les contredire en les mettant en face de ce genre d'arguments est aussitôt classé ennemi. L'affaire de l'IEP de Grenoble a débuté ainsi : les étudiants de mon groupe de travail (et leur prof) se sont déclarés « offensés », donc pas en mesure de dialoguer avec une personne comme moi. Assez logiquement, mes propos ont été interprétés comme *blasphématoires*...

Bien que douloureuse, pensez-vous que cette expérience ait pu servir de prise de conscience quant aux problématiques de l'université française à l'heure actuelle, notamment sur ce sujet de l'islamogauchisme mais aussi sur d'autres (au regard du rapport de l'IGESR, des réactions politiques et médiatiques) ?

Je suis très pessimiste par rapport à une quelconque prise de conscience au sein de mon propre établissement. Du moins elle est invisible jusqu'ici. Là-bas, on continue à être convaincu que l'islamogauchisme n'a jamais existé dans cet établissement ni ailleurs et que Kinzler, élément « incontrôlable au psychisme fragile », a été instrumentalisé par les médias nationaux et, ce qui pour eux revient au même, par la droite et par l'extrême droite pour museler l'université.

Sans un nouveau départ radical, de préférence sous tutelle ministérielle, l'IEP de Grenoble ne sortira pas de la crise actuelle, crise où, il faut le souligner, il s'est jeté lui-même, dans une folie collective. Moi, je n'ai été que le lanceur d'alerte, le messenger de la mauvaise nouvelle – dont il faut se débarrasser.

Plus généralement, je suis un peu plus optimiste. L'écho national qu'a suscité cette affaire déplorable, et le consensus assez large dans les médias, du moins au début, avant que la campagne électorale s'y mêle, m'encouragent dans cet optimisme, tout comme l'ont fait les milliers de mails que des citoyens inconnus m'ont envoyés depuis un an - et continuent à m'envoyer depuis la sortie de mon livre.

Je dois dire, pour conclure, que cette histoire m'a coûté énormément d'énergie. Trop sans doute. Elle a également changé ma vie privée, pas toujours en mieux. En un mot : derrière la satisfaction d'avoir pu donner forme à ce vécu très rude dans un livre, j'éprouve aujourd'hui une profonde

lassitude. Et je suis horrifié par la lâcheté que j'ai vue à l'œuvre parmi cette majorité modérée de mes collègues qui n'ont pas osé nous défendre.

Ce que cette majorité silencieuse n'a pas compris, c'est qu'en nous défendant, ils auraient défendu les valeurs de l'IEP de Grenoble - et sa réputation.

Ce qu'ils ont également oublié, c'est que leur comportement – très humain, j'en conviens ! - est une parfaite illustration de ce que tous ceux qui s'intéressent aux grands crimes de l'histoire savent depuis longtemps : sans lâcheté, pas de Hitler, pas de Staline, pas de Poutine...

Le contraste que nous voyons, ces jours-ci, avec le courage du peuple ukrainien est brutal. Il devrait nous faire réfléchir.

18 mars (Dauphiné libéré, droit de réponse de Klaus Kinzler et Vincent Tournier)

<https://www.ledauphine.com/societe/2022/03/18/sciences-po-grenoble-klaus-kinzler-et-vincent-tournier-repondent-a-leur-collegue-gilles-bastin>

Sciences Po Grenoble : Klaus Kinzler et Vincent Tournier répondent à leur collègue Gilles Bastin

Par **Le Dauphiné Libéré** - Aujourd'hui à 12:00 - Temps de lecture : 3 min

Nous avons publié un dossier dans notre édition du 2 mars pour évoquer le livre publié par Klaus Kinzler et revenant sur la polémique qui a secoué Sciences Po Grenoble, opposant la direction, des enseignants et des étudiants autour de la notion d'islamophobie. Dans l'un des articles de ce dossier, Gilles Bastin, professeur de sociologie à Sciences Po, critiquait la position de Klaus Kinzler, professeur agrégé d'allemand et de civilisation allemande, et Vincent Tournier, maître de conférences de sciences politiques. Ces derniers lui répondent.

« Tout d'abord, aucun de nous n'a jamais « livré à la vindicte populaire » les noms de qui que ce soit, à l'exception malencontreuse d'un nom qui figurait dans un mail rendu public au tout début de l'affaire, avant d'être rapidement effacé. Prétendre ensuite que nous sommes animés par une « soif de reconnaissance » prête à sourire, nous qui sommes plus proches de la retraite que d'un début de carrière prometteur, et qui n'avons jamais aspiré aux honneurs universitaires. Notre collègue feint de ne pas voir que c'est précisément notre position marginale dans l'institution qui nous a permis de faire pleinement usage de notre liberté de parole, quitte à en subir les conséquences », indiquent-ils.

« Par ailleurs, notre collègue nous reproche d'avoir eu recours aux médias. Mais sans eux, qui serait venu à notre secours ? Le rapport de l'Inspection générale rendu en avril dernier a clairement démontré qu'un climat délétère existait à l'IEP de Grenoble. Un syndicat étudiant, avec l'assentiment de certains enseignants, exerçait des pressions considérables en jouant sur la peur et l'intimidation, y compris vis-à-vis des autres étudiants. Les inspecteurs ont également souligné que le laboratoire PACTE a joué un rôle majeur dans le déclenchement de la crise, notamment lorsque sa directrice a publié un communiqué à l'égard de Klaus, ce qui a donné des ailes aux étudiants syndiqués. Ces derniers se sont alors cru autorisés à se déchaîner contre nous sur les réseaux sociaux, ouvrant ainsi la voie aux collages du 4 mars. Sans nos interventions, où en serait l'IEP ? De tout cela, notre collègue ne parle pas, comme si toutes ces dérives lui paraissaient normales », écrivent encore les deux enseignants.

« Enfin, notre collègue nous accuse d'avoir « censuré » l'usage du terme islamophobie. Parler ici de censure est tout simplement grotesque puisqu'aucun de nous ne dispose d'un quelconque pouvoir de décision au sein de l'IEP. Pour autant, nous assumons effectivement d'avoir été profondément choqués à l'idée que, quelques jours seulement après la mort de Samuel Paty, et alors que le procès des attentats de Charlie Hebdo battait son plein, notre institution puisse cautionner un terme qui, quoiqu'on en pense, relève du vocabulaire militant. Vouloir mettre ce terme sur le même plan que l'antisémitisme et le racisme relève de la même manipulation. Gilles Bastin soutient que le droit ne doit pas être la seule grille de lecture des sciences sociales. Certes, mais le droit ne peut pas être balayé d'un revers de main, surtout si c'est pour cautionner une cause militante qui ne fait que brouiller la connaissance au lieu de la faire avancer », concluent Klaus Kinzler et Vincent Tournier.

1 mars 2022 (Sud Radio, 80')

<https://www.sudradio.fr/emission/bercoff-dans-tous-ses-etats-656>

Klaus Kinzler : "À l'université, la minorité joue sur la passivité de la majorité"

Interview avec K. Kinzler: Sud Radio, André Berkoff

["À l'université, la minorité joue sur la passivité de la majorité"](#)



Par André Bercoff avec Roland Dumas, Klaus Kinzler

Émission du mardi 1 mars 2022

Le fait du jour : Le conflit entre l'Ukraine et la Russie et le rôle de l'Europe. Le Face à face avec Klaus Kinzler, enseignant en civilisation allemande à Sciences Po Grenoble, récemment suspendu par la direction de son établissement, et qui publie "L'islamogauchisme ne m'a pas tué" aux éditions du Rocher.

Depuis 26 ans, Klaus Kinzler était professeur de civilisation allemande à l'IEP de Grenoble. Peu de temps après l'assassinat de Samuel Paty, ce professeur est affiché comme fasciste, islamophobe, par un syndicat étudiant. Klaus Kinzler s'en défend et prend alors la parole dans plusieurs médias, dont *Sud Radio*. Une liberté d'expression qui n'a visiblement pas plu à sa hiérarchie, qui le limoge sans coup férir.

Une histoire de lâcheté

Plusieurs mois après sa révocation, Klaus Kinzler fait son retour sur *Sud Radio*, après avoir publié *L'islamogauchisme ne m'a pas tué*, publié aux éditions du Rocher. **Une histoire qui pose très sérieusement la question de la liberté d'expression des fonctionnaires, des enseignants plus particulièrement, et le curseur à placer quant à leur devoir de réserve.**

Depuis sa mise à pied, Klaus Kinzler n'a cessé de ressasser cette histoire. Il la raconte dans le détail dans son livre, avec force documents à l'appui. *"Depuis cette histoire, le mot lâcheté m'est revenu souvent à l'esprit. Ce n'est la réponse, mais c'est le début d'une réflexion. J'ai 35 ans d'enseignement. L'histoire allemande, avec ses chapitres extrêmement noirs, a occupé une partie considérable dans cet enseignement. Et la lâcheté est un concept dont on a besoin pour comprendre comment des catastrophes peuvent se produire dans l'humanité"*, explique-t-il au micro d'André Bercoff.

Un monde où les actes ont rarement des conséquences

Cette lâcheté, Klaus Kinzler ne l'a pas observée dans un drame de l'humanité, mais dans un microcosme, dans un écosystème qu'on ne croit même pas possible. **"Le milieu universitaire s'y prête particulièrement. C'est un monde où vos actes ont rarement des conséquences.** *Dans une entreprise privée, vous perdez votre boulot. Dans une université, théoriquement, tout ce que vous faites ne porte pas à conséquence. Si une*

petite minorité abolit l'État de droit au milieu de l'IEP, ça passe comme une lettre à la poste", ajoute l'enseignant.

Klaus Kinzler l'affirme. Tout le monde n'est pas comme cela. Il s'agit bien d'une minorité. "Cette minorité a besoin de la passivité de la majorité. Nous avons 15-20% d'extrémistes chez les enseignants, et chez les étudiants. Mais la majorité n'ose pas. Vous avez les réseaux sociaux. Vous pouvez plonger les gens dans la dépression", lance ce professeur, qui affirme que de nombreux cadres de l'IEP ont déserté les bancs de Sciences Po, totalement déprimés.

Une minorité qui entretient la peur

Face à cette situation, Klaus Kinzler a été confronté à sa hiérarchie qui a tenté de taire cette histoire, *"pour ne pas voir qu'elle a failli à ses obligations, de mettre de l'ordre à l'IEP". "Les inspecteurs généraux dans leur rapport ont parlé d'un climat de peur, où plus personne n'ose dire ce qu'il a à dire. Et cela perdure. Il y a toujours des harcèlements en ligne de la part d'étudiants, par téléphone également",* précise l'enseignant.

Aujourd'hui, Klaus Kinzler dénonce cette minorité d'enseignants, qui tire les ficelles, et qui remet en cause les valeurs républicaines. *"Il y a une nouvelle directrice, qui n'est pas une idéologue, et qui ne peut rien faire face à ces personnes. Elle n'ose pas affronter cela".* Bref, une omerta qui aura coûté son poste à Klaus Kinzler. Un événement qui n'aura pas atteint la liberté d'expression de cet enseignant, libre.

[Cliquez ici pour écouter l'invité d'André Bercoff dans son intégralité en podcast.](#)

2 mars 2022 (CNews)

L'Heure des Pros (je suis interrogé à partir de la minute 50 et jusqu'à la fin, à 1h21)

<https://www.cnews.fr/emission/2022-03-02/lheure-des-pros-du-02032022-1188292>



1 mars 2022 (Le Figaro live, 18')

L'affaire de l'IEP de Grenoble: le témoignage de Klaus Kinzler:

<https://video.lefigaro.fr/figaro/video/affaire-de-grenoble-le-temoignage-de-klaus-kinzler/>



23 février (Le Point)

https://www.lepoint.fr/postillon/klaus-kinzler-je-suis-devenu-le-facho-a-abattre-22-02-2022-2465864_3961.php

Klaus Kinzler : « Je suis devenu le “facho” à abattre »

ENTRETIEN. Un an après l’affaire de Sciences Po Grenoble, l’un des deux enseignants stigmatisés publie sa vérité dans « L’islamogauchisme ne m’a pas tué ».

Propos recueillis par [Alice Pairo-Vasseur](#), [Clément Pétreault](#) et [Laetitia Strauch-Bonart](#)

Publié le 22/02/2022 à 20h57 - Modifié le 22/02/2022 à 21h02

Le 4 mars 2021, un syndicat étudiant local organisait des collages sur les murs de l’Institut d’études politiques (IEP) de Grenoble. Deux enseignants de l’établissement, [Klaus Kinzler](#) et [Vincent Tournier](#), y étaient désignés à la vindicte publique, accusés d’« islamophobie » et de « fascisme ». Formuler publiquement de telles accusations – infondées – contre des enseignants six mois seulement après l’assassinat de [Samuel Paty](#), voilà qui démontrait, s’il en était encore nécessaire, que certaines organisations de gauche n’avaient tiré aucune leçon d’un attentat dont la cible avait été désignée par les réseaux sociaux.

Les semaines passant, les polémiques se sont multipliées, au point qu’un an plus tard l’incendie n’est toujours pas éteint. Depuis l’année dernière, [l’Inspection générale a diligenté une enquête](#) mettant en cause la gestion de l’affaire, les étudiants incriminés ont été relaxés en conseil de discipline et [l’administration de l’établissement](#), restée muette pendant des mois, [a suspendu Klaus Kinzler de ses fonctions en décembre après qu’il a commenté cette décision dans la presse](#), avant de confier sa communication à une agence de conseils en affaires publiques. Lâché par ceux qui, estime-t-il, auraient dû le soutenir, Klaus Kinzler s’est défendu seul sur les plateaux de télévision. Il prend désormais la parole dans un ouvrage écrit au cœur de la tempête. Hanté par cet épisode qui le tourmente, il raconte sa version des faits. Prolixe mais précis, l’enseignant raconte les ravages du poison de la polarisation. Entretien.

Le Point : En 2021, votre nom a été placardé sur les murs de Sciences Po Grenoble, vous traitant d’islamophobe. Que s’est-il passé ?

Klaus Kinzler : On pourrait résumer ainsi l’affaire : en novembre 2020, je n’ai pas voulu que la notion d’islamophobie apparaisse dans l’intitulé d’une manifestation officielle de l’IEP (la Semaine pour l’égalité) où elle était censée figurer sur un pied d’égalité avec le racisme et l’antisémitisme. Je m’en explique longuement dans mon livre, *L’islamogauchisme ne m’a pas tué* (Éditions du Rocher, à paraître le 2 mars). Avant, en vingt-cinq ans de carrière, jamais personne ne m’avait empêché d’exprimer mes opinions, d’animer des débats ou de participer aux bagarres intellectuelles et politiques de l’IEP. J’étais à peu près le seul « libéral » dans un univers qui était globalement de gauche et d’extrême gauche, mais j’étais globalement respecté. Un changement de génération s’est opéré sur les dix dernières années. Les vieux chercheurs érudits, qui s’étaient dépolitisés en vieillissant, ont pris leur retraite. C’étaient des gens de la vieille école, respectés pour leurs connaissances et non pour leur engagement en politique. Cette génération a disparu. La nouvelle génération de politologues et de sociologues s’est révélée infectée par les [théories « woke »](#). Un exemple : ces dernières années, nous avons assisté à l’IEP à une multiplication des blocages. Les blocages ont certes toujours fait partie du folklore universitaire. Ce qui est nouveau, c’est qu’ils sont désormais ouvertement soutenus et encouragés par une partie des enseignants-chercheurs.

L’université a toujours été politisée, de façon spectaculaire en Mai 68, puis dans les années 1970-1980 avec le postmodernisme et la pensée critique...

Les universités en Europe ont connu trois phases de militantisme : les staliniens dans les années 1950, les maoïstes dans les années 1970, le mouvement woke auquel nous assistons aujourd'hui. Le militantisme est une constante, surtout dans les sciences sociales, mais ce qui a changé c'est que cette nouvelle gauche militante a occulté le social pour se focaliser sur l'identitaire et la victimisation. On réduit chaque personne à une identité qui serait par définition discriminée. De surcroît, dans les années 1970, lorsque j'étais au lycée, en Allemagne, et que mes profs étaient des soixante-huitards ou d'anciens nazis, la politisation était moindre malgré la polarisation.

Vous voulez dire que, au nom de la tolérance, il y a une montée de l'intolérance ?

Oui. Je vais vous donner un autre exemple : il y a deux ans, je suis intervenu dans l'IEP en organisant une des « anti-AG » pendant les blocages. La majorité des étudiants, qui était opposée à ceux-ci, n'est pas venue, parce qu'à l'IEP il n'est pas bien vu de se montrer antiblocage ! Nous, on perdait chaque année une quinzaine de jours par semestre parce qu'une quinzaine d'étudiants décrétaient un beau matin que c'était la « lutte », et qu'il fallait donc tout bloquer, peu importaient les lois de la République... Or le Code de l'éducation interdit les blocages ! Je suis donc monté au front pour expliquer aux étudiants que, en France, ils avaient toutes les possibilités du monde pour protester légalement contre les réformes d'un gouvernement élu et donc légitime, même s'il ne leur convenait pas. Notre système démocratique offre une grande variété de réponses au pouvoir en place, sans avoir à prendre en otage des centaines d'étudiants. Or ces jeunes gens et une partie de leurs enseignants se sentent obligés de recourir à des actes illégaux, alors qu'ils vivent dans l'un des pays les plus libres au monde... Depuis cette AG « alternative », pour les extrémistes parmi les étudiants, je ne suis plus le libéral de service, mais le facho à abattre.

Si l'on vous suit, on assiste à une surenchère radicale rituelle et inutile ?

Certains, notamment à gauche, sont de plus en plus tentés par l'intolérance et l'imposition de leur vision du monde. Ils le font certes sans violence physique, mais en utilisant la calomnie, la diffamation, les réseaux sociaux... C'est exactement ce qui nous est arrivé. L'affaire des collages a éclaté au mois de mars, mais elle avait déjà commencé au mois de décembre. Entre les deux, il y a eu le mouvement #SciencesPorcs, qui a entraîné la diffamation massive d'étudiants à l'IEP, accusés de viol. Certains parmi ces étudiants ont quitté l'établissement depuis et sont maintenant en traitement pour dépression. En mai, l'Inspection générale a clairement établi que toutes ces accusations n'étaient fondées que sur des « rumeurs de rumeurs ». En dix ans, seuls trois signalements pour des violences sexistes et sexuelles ont été faits à la direction de l'IEP, ce qui n'a pas empêché les étudiants de dénoncer une « culture du viol » à l'IEP. Ce climat de peur instillé par une justice vigilante règne encore aujourd'hui à l'IEP, comme commencent à l'admettre les enseignants de l'IEP eux-mêmes.

On n'a pas besoin de refaire Mai 68 aujourd'hui...

La violence et l'intolérance sont bien sûr inadmissibles, mais quand on relit l'histoire de Mai 68, on voit que c'était bien pire...

Le contexte à l'époque n'était pas le même. En Mai 68, on sortait d'une société beaucoup moins libre, une société qui paraît aujourd'hui presque archaïque. Les femmes françaises par exemple avaient obtenu le droit de vote juste vingt ans avant ! Cela n'avait rien à voir avec les libertés dont nous profitons aujourd'hui. On n'a pas besoin de refaire Mai 68 aujourd'hui...

Aujourd'hui, ils sont prêts à tout, y compris à mettre votre vie en danger pour vous faire taire.

Ce n'est pas ce que disent certains étudiants...

Soyons prudents. Les étudiants qui, l'année dernière, faisaient régner la terreur à Sciences Po Grenoble – et continuent à le faire – ont été élus à 70 %... avec une participation de 20 % ! À peu près 13 % des étudiants ont donc voté pour ce syndicat, dont personne ne pouvait savoir à l'avance à quel point il se révélerait extrémiste. En trente-cinq ans de carrière, je n'ai jamais vu de tels fous. Et pourtant j'en ai vu, des extrémistes ! Mais tout cela était toujours resté bon enfant : des écolos, des anarchistes, des

communistes, etc. Or là, aujourd'hui, ils sont prêts à tout, y compris à mettre votre vie en danger pour vous faire taire.

Dans quel état d'esprit avez-vous abordé la rédaction de ce livre ?

J'ai d'abord essayé de réaliser ce qui m'était arrivé. J'étais un prof de province, un « *nobody* ». Je n'avais jamais de ma vie été interrogé par un journaliste. Du jour au lendemain, je me suis retrouvé sur les plateaux de télévision pour défendre mon honneur. Certains, surtout à l'IEP, se sont moqués de moi. Ils disaient que pour « cinq minutes de gloire et un article au *Figaro* », je sacrifiais la réputation de mon établissement. En fait, je n'ai pas tout de suite compris ce qui m'arrivait. Je ne réalisais même pas ce stupide placardage pouvait être dangereux pour moi... Ça, je l'ai compris seulement quand le ministre de l'Intérieur a envoyé chez moi deux policiers pour me protéger.

N'avez-vous pas parfois eu le sentiment d'avoir cédé à une forme de mise en scène des affrontements politiques, d'avoir été le jouet d'idéologies ?

Pas une seule fois je n'ai contacté les journalistes. J'ai en revanche répondu à toutes leurs demandes. Si je n'ai pas arrêté de le faire, c'est que j'étais d'avis que cette histoire était importante et méritait d'être portée à la connaissance d'un maximum de citoyens. Or tout a changé au mois de décembre, à partir du moment où Laurent Wauquiez, puis Marine Le Pen, puis Éric Zemmour se sont emparés du sujet. Tout à coup, je me suis dit : « Klaus, tu n'es plus l'acteur de l'affaire, tu es en train de devenir l'objet de personnes qui t'utilisent pour faire avancer des projets qui sont aux antipodes des tiens. »

Je suis devenu pour certains un héros dont il faut admirer le courage, pour d'autres l'idiot utile de l'extrême de droite.

Et pourtant, la réalité que vous décrivez n'a pas changé ?

Non, mais le contexte, oui. Aujourd'hui, nous sommes à deux mois de l'élection présidentielle ! Dans ce contexte chaud, au lieu d'être un petit prof qui défend la liberté d'expression, je suis devenu pour certains un héros dont il faut admirer le courage, pour d'autres l'idiot utile de l'extrême de droite...

Vous êtes aujourd'hui suspendu de vos fonctions. N'avez-vous pas le sentiment d'avoir trop parlé à la presse et de vous être affranchi des règles qui prévalent dans la fonction publique ?

Non, je ne le pense pas, du moins jusqu'à ce qu'un tribunal de la République le constate. Je n'ai aucune mauvaise conscience non plus par rapport à mes collègues. Cinq d'entre eux s'affichent publiquement de mon côté, une vingtaine estime que je suis l'ennemi à abattre, et une quarantaine, la fameuse majorité silencieuse, en a simplement assez de voir l'IEP « sali ». Ce ne sont pas des extrémistes, mais on peut leur reprocher d'avoir manqué du courage nécessaire pour nous soutenir sans ambiguïté. Après le 4 mars 2021, les journalistes faisaient la queue pour avoir leur avis mais personne ne voulait leur répondre mis à part les extrémistes.

Quant à la directrice, elle a répondu deux fois à la presse en six mois, dont une première fois cinq jours après les affichages pour déclarer que la « tonalité » de mes propos dans les e-mails de décembre 2020 était « extrêmement problématique ». C'est tout ce qu'elle trouvait à dire pour me « défendre », alors qu'on m'avait tout de même collé une cible dans le dos, dans un contexte politique et sécuritaire lourd, et cela déjà depuis six semaines ! Cette directrice savait en effet depuis le 7 janvier que, sur leur page Facebook, les étudiants du syndicat US [Union syndicale, NDLR] avaient lancé une campagne de diffamation contre moi pour « islamophobie ». Elle ne m'en a pas informé, alors qu'il était de son devoir de faire immédiatement un signalement au procureur, de convoquer les étudiants devant un conseil de discipline et de faire en sorte qu'ils enlèvent leur post de leur site. Le lendemain, j'ai reçu comme tout le monde un e-mail de la directrice expliquant que personne n'avait le droit de parler à la presse... C'est quand même fort. Je n'ai pas obéi à ses ordres, ce qui m'a valu cinq e-mails de sa part, au ton de plus en plus menaçant.

La directrice n'a-t-elle pas décidé, à votre avis, de vous suspendre dès ce moment-là ?

Je n'ai aucune information à ce sujet. Mais je note que la discrétion a été également absolue sur la procédure disciplinaire lancée contre les étudiants. Quand ce conseil a enfin eu lieu en novembre, certains professeurs de l'IEP ont été convoqués pour décharger les étudiants, le tout sans qu'on nous mette, Vincent Tournier et moi, au courant ou qu'on nous demande de témoigner. Pourtant, c'était nous, les victimes, non ? Mais pour répondre à votre question : me suis-je dans l'ensemble mal comporté ? C'est à un tribunal de le dire. Nous vivons dans un État de droit.

Une procédure administrative a-t-elle été engagée contre vous à ce moment-là ?

Dans l'arrêté qui fixe ma suspension, la directrice précise qu'elle se réserve le droit d'aller au pénal. Rien ne s'est passé pour l'instant. Au mois de mai, la mission des inspecteurs généraux n'a rien trouvé à redire à mes nombreuses interventions devant la presse – j'en ai donné au moins cinquante –, si ce n'est pour se moquer de mon prétendu goût pour les plateaux de télévision.

Comment qualifieriez-vous aujourd'hui l'ambiance à Sciences Po Grenoble ?

Pour vous répondre, je prendrai pour base deux comptes rendus de conseils pédagogiques que votre journal a pu se procurer. Ces conseils ont été organisés pour comprendre les dysfonctionnements persistants à l'IEP, parmi d'autres initiatives lancées par la direction, dont l'embauche d'une agence de communication et la création d'un comité de cinq experts, le tout pour redorer le blason de l'IEP. Au passage, cela me rappelle *L'Homme sans qualités*, de Musil, qui raconte comment un empire imaginaire, en 1913, inspiré de celui des Habsbourg, crée un grand « comité patriotique » pour éviter sa chute. À l'IEP, c'est un peu la même ambiance de fin de régime, la même panique aussi. Les organisateurs de ces conseils pédagogiques, des enseignants pourtant « progressistes », reconnaissent aujourd'hui que le climat à l'IEP en ce début de 2022 est « délétère » : les étudiants ne voient plus le sens de leurs diplômes ; il subsiste de graves problèmes de harcèlement en ligne et par téléphone à propos des « VSS », les violences sexistes et sexuelles, où de supposés coupables sont démasqués sans procédure légale ; certains enseignants et étudiants, parce qu'ils ont peur d'être censurés, évitent les débats en classe, et les étudiants demandent des avertissements, des « trigger warnings », en cas de sujets « sensibles » abordés dans les cours ; une certaine agressivité règne entre les étudiants, les syndicats et les associations. En bref, il règne une atmosphère « accusatrice et inconfortable ». Exactement comme il y a un an.

Les accusations d'islamophobie à mon encontre sont d'ailleurs encore en ligne, sur le site du syndicat !

D'après eux, c'est à cause de vous ?

Non ! C'est plutôt que, grâce à moi, ils en parlent. Car avant, ces graves dysfonctionnements étaient un tabou à l'IEP. Ce n'étaient là que les élucubrations de Klaus Kinzler ou, au choix, des « attaques nauséabondes des médias nationaux », comme l'a si bien dit la directrice en septembre. Si la situation n'a pas changé depuis, cela est principalement dû à l'impunité des étudiants qui n'ont pas été sanctionnés pour les délits qu'ils ont commis il y a un an.

Quelles conclusions ces conseils pédagogiques tirent-ils ?

Ils reconnaissent enfin que la situation actuelle est inacceptable puisque l'Institut doit garantir la liberté d'expression : « On doit pouvoir discuter de tout et respecter le pluralisme des débats, écrivent-ils, **pour autant que les arguments qui sont présentés en cours sont fondés sur des faits et des analyses de sciences sociales, et ne sont pas de simples opinions.** » Or la définition qu'ils donnent de la liberté d'expression pose problème. Par exemple, quand en décembre 2020 je me suis disputé à propos du terme d'« islamophobie » avec ma collègue, celle-ci a refusé le débat avec moi sous prétexte que ce concept était « scientifique » et qu'il était donc inutile d'en débattre. Mais on ne peut pas débattre « scientifiquement » du bien-fondé de la mise sur le même plan du racisme, de l'antisémitisme et de l'islamophobie dans un événement public : c'est un sujet de débat où différentes opinions sont possibles. De plus, certains de mes collègues décrètent – ils l'ont même écrit sur le blog des enseignants – que la neutralité des chercheurs n'est « pas souhaitable » et qu'un engagement militant (« agir ») doit aller de pair avec la recherche en sciences sociales. De fait, non seulement de simples opinions n'ont plus leur place à l'IEP, mais l'examen de « scientificité » de tout propos

proféré est désormais entre les mains de chercheurs dont les travaux sont idéologiquement biaisés. La liberté d'expression, qu'on prétend défendre, n'existe plus.

L'enseignement, ce n'est pas obliger les jeunes gens qui vous sont confiés à écouter des militants qui cherchent à les embrigader.

Vous nous avez apporté le « Passeport pour l'égalité »... Racontez-nous.

Ce joli passeport a accompagné les étudiants de l'IEP pendant la « Semaine pour l'égalité et contre les discriminations », qui a eu lieu début février. L'édition 2022 s'est révélée pire que celle de l'année dernière. Car cette année, la participation a été obligatoire pour les étudiants de troisième année. Sans surprise, on y a parlé genre, féminisme, jeunesse et inégalités, discriminations de toutes sortes et expériences du racisme, thème pour lequel on a invité deux représentantes des Étudiants musulmans de France (EMF) – une organisation proche des Frères musulmans ! Bien entendu, tout a été extrêmement scientifique. J'ai fait des recherches sur les intervenants, universitaires ou associatifs : idéologiquement, ils viennent tous du même bord ! Que de tels ateliers se tiennent dans les murs de l'IEP et qu'on y discute, pourquoi pas. Mais qu'une telle semaine soit rendue obligatoire pour les étudiants, cela bat tous les records ! L'enseignement, ce n'est pas obliger les jeunes gens qui vous sont confiés à écouter des militants qui cherchent à les embrigader. C'est ce qui permet aux étudiants d'acquérir des savoirs, savoirs qui, ensuite, leur permettent de débattre avec d'autres. Or, là, il n'y a eu ni l'un ni l'autre.

Faut-il mettre fin à ce programme ?

Il faudrait surtout que l'IEP de Grenoble redevienne ce qu'il a été dans le passé. Tel quel, sans changement radical, sans une direction nouvelle, il ne vaut plus grand-chose et on pourrait le fermer ou, pourquoi pas, l'intégrer dans l'université. Un IEP où une minorité dicte sa loi à une majorité intimidée et décide ce qu'il est ou non légitime de dire, est-ce encore un institut d'études politiques ? Une institution publique dont la direction ne défend pas ceux de ses professeurs dont la sécurité est menacée par des révolutionnaires-délinquants ? Un endroit où le cyberharcèlement, la diffamation et l'injure publique ne sont jamais sanctionnés ?

Après votre suspension, allez-vous y revenir ?

Je suis fonctionnaire. Du moment que je ne suis plus ni en congé maladie ni suspendu, je ne vois pas sur quelle base l'IEP peut m'interdire de me rendre à mon travail en avril. Je n'ai pas commis de crime, que je sache. Dans le pire des cas, si un tribunal administratif considère que j'ai dépassé les limites de la liberté d'expression des enseignants du supérieur, je peux recevoir un blâme, peut-être pire, je n'en sais rien, mais je ne pense pas qu'on puisse m'enlever le poste dont je suis titulaire depuis vingt-cinq ans sans avoir jamais eu le moindre problème avec ma hiérarchie. Certes, si j'étais aux États-Unis, je l'aurais déjà perdu !

Je ne veux surtout pas me faire instrumentaliser, ni par la droite ni par l'extrême droite.

Attendez-vous quelque chose de la présidentielle, vous qui avez été pris à partie par certains candidats ?

Une élection présidentielle est un moment privilégié pour débattre des grands sujets qui divisent la société, et il serait opportun que les candidats, à partir de l'affaire de Grenoble ou d'autres, fassent des propositions sur la manière de répondre aux dérives qui gagnent l'université. Aujourd'hui, je me sens un peu éclaboussé par toute cette affaire. Je suis donc heureux de pouvoir m'exprimer longuement sous la forme d'un livre. Et je ne veux surtout pas me faire instrumentaliser, ni par la droite ni par l'extrême droite : je ne me sens aucune affinité avec ces milieux-là.

Comment peut-on encore être de gauche face à ce genre d'événements ?

Cela me paraît extrêmement difficile. Au mois de mars 2021, le secrétaire général du PS, Olivier Faure, avait remis en cause le concept d'islamophobie et m'avait défendu. C'était courageux, mais il est relativement seul dans son camp. Il est vrai que je n'ai jamais été de gauche. Certes, à l'âge de 14 ans, j'admirais Willy Brandt,

un grand social-démocrate, mais je me suis tourné ensuite vers les chrétiens-démocrates, puis vers le FDP [Parti libéral-démocrate, NDLR], les « libéraux », qui défendent des positions libérales dans le domaine économique et social. En France, être de gauche en l'an 2022 est un très grand défi ; mais, à mon sens, être de droite l'est tout autant. Quant à être libéral, c'est encore plus compliqué...



L'islamogauchisme ne m'a pas tué, de Klaus Kinzler (Éditions du Rocher,

Interviews plus anciennes :

8 décembre (L'Opinion)

[HTTPS://WWW.LOPINION.FR/POLITIQUE/KLAUS-KINZLER-ENSEIGNANT-SCIENCES-PO-GRENOBLE-EST-DEvenu-UN-CAMP-DE-REEDUCATION](https://www.lopinion.fr/politique/klaus-kinzler-enseignant-sciences-po-grenoble-est-devenu-un-camp-de-reeducation)

La Fabrique de l'Opinion

Klaus Kinzler, enseignant: «Sciences Po Grenoble est devenu un institut de rééducation»



Par [Emmanuelle Ducros](#) et [Marie-Amélie Lombard-Latune](#)

08 décembre 2021 à 12h45

« On entend désormais dans les amphis des profs remettre en cause tout le système dans ses bases universalistes, démocratiques, laïques. C'est fait sans aucun complexe »



Klaus Kinzler. DR

Professeur d'allemand et de civilisation allemande à l'Institut d'études politiques de Grenoble, Klaus Kinzler est au centre d'une polémique qui empoisonne l'établissement depuis un an. Accusé d'être islamophobe dans une campagne lancée par des étudiants sur les réseaux sociaux, il a vu son nom et celui d'un de ses collègues placardés sur les murs de l'établissement avec la mention : « Des fascistes dans nos amphis. L'islamophobie tue ». Klaus Kinzler n'est pas retourné à l'IEP depuis les faits. En mars, il publiera le récit de cette affaire aux Editions du Rocher.

Vous avez été, selon vous, la cible d'une « cabale » instrumentalisée par un syndicat étudiant (l'Union syndicale) de l'IEP de Grenoble, avec le silence complice de la direction et du corps enseignant. Pourquoi les choses se sont-elles envenimées à ce point ?

Tout a commencé par des échanges de mails avec une collègue historienne en décembre 2020. Je contestais le titre d'une journée de débats dans lequel « racisme, antisémitisme et islamophobie » étaient mis sur le même plan. Cela me paraissait un scandale alors qu'il existe un vrai débat sur la pertinence du terme islamophobie. La discussion s'est vite envenimée, ma collègue affirmant la « scientificité » du mot. Les ennuis ont débuté. Dès janvier, la campagne s'était déjà déchaînée sur [Facebook](#). On nous accusait d'être « islamophobes » et on exigeait notre démission, tout en lançant des appels à témoignages anonymes contre nous. En mars dernier, mon nom, ainsi que celui d'un collègue politologue, spécialiste de l'islam en France, ont été placardés sur la façade de l'établissement. J'ai été mis sous protection policière pendant un mois.

Le meneur présumé de cette campagne vient d'être relaxé par les autorités universitaires (la commission de discipline de l'université de Clermont-Auvergne), bien qu'un rapport de l'inspection générale de l'éducation et de l'enseignement supérieur a demandé des sanctions de façon très claire. Comment interprétez-vous cette décision ? Constitue-t-elle un désaveu ?

Je ne suis plus surpris de rien. Cela témoigne du niveau d'idéologie dans lequel baignent l'Institut d'études politiques de Grenoble et l'université en général. Est-ce pour autant un désaveu ? Les arguments de la relaxe sont hallucinants. L'administration estime que les faits ne sont pas caractérisés... Et pourtant, depuis le 10 janvier, la campagne Facebook où l'on me reproche d'être islamophobe et d'être d'extrême droite est toujours en ligne ; l'IEP n'a même pas demandé sa suppression. Le conseil de discipline va contre les évidences, estime que je n'ai pas été désigné nommément, ce qui est faux puisque mon nom et celui de mon collègue ont été affichés sur la façade de l'établissement. Ce sont les inspecteurs qui exigeaient « des mesures fermes » et des sanctions qui peuvent être surpris ! Uniquement des enseignants favorables aux étudiants en cause (un seul a finalement été poursuivi en disciplinaire) ont été entendus. Mais personne, absolument personne, ne nous a demandé notre version des faits. Ni le conseil de discipline, ni d'ailleurs la police ou la justice. La direction a indiqué qu'elle ne ferait pas appel de la relaxe. Désormais, dans ces circonstances, un enseignement digne de ce nom n'est plus possible à l'IEP de Grenoble. Cette impunité, c'est un appel à l'intolérance. Les enseignants devraient massivement se lever, se mettre en grève. Cela pourrait arriver à n'importe lequel d'entre eux, y compris les plus « ultras ». Je me considère comme un lanceur d'alerte qui n'est pas protégé. Tant que je ne suis pas réhabilité, on ne me forcera pas à remettre les pieds à l'IEP.

Vous enseignez à Sciences Po Grenoble depuis vingt-cinq ans. Qu'avez-vous observé ?

J'ai enseigné dans cet établissement pendant un quart de siècle, sans jamais aucun problème, dans une liberté totale. La langue et la civilisation allemandes, l'histoire, la politique, la société : j'ai pu aborder tous les sujets avec mes étudiants que je sonde chaque année sur mon enseignement. Mais je constate, depuis dix ans, et de façon plus aiguë depuis cinq ans, un changement de génération. Pas tant chez les étudiants, d'ailleurs, que chez les enseignants. En peu de temps, on a vu arriver beaucoup de jeunes chercheurs adeptes des [théories woke](#), [décolonialistes](#), [communautaristes](#), [anticapitalistes](#). **Sciences Po Grenoble n'est plus un institut d'études politiques, mais d'éducation, voire de rééducation politique.** Les étudiants sont endoctrinés. Un noyau dur de 25 enseignants, sur un total de 70, tient le haut du pavé. La direction est faible, politiquement modérée, mais ne veut pas de vagues. Otage de ceux que j'appelle « les ultras », inapte, elle m'a sacrifié comme un pion. Elle a fait pression sur moi pour que je ne m'exprime pas dans les médias. Elle m'aurait défendu dès le début en disant simplement que j'étais un bon enseignant, elle se serait épargné cette tempête. Les autres enseignants se taisent. Désormais, les étudiants ont face à eux des professeurs qui n'acceptent qu'une opinion, sur les violences policières, l'islamophobie, par exemple. Certains enseignants

n'adhèrent plus à l'obligation théorisée par Weber de neutralité de la sociologie. Cette radicalisation est totalement assumée.

« J'ai appris et compris plus sur l'histoire en quelques mois qu'en quarante ans à m'intéresser à l'Allemagne. J'observe la mécanique de la prise du pouvoir d'une minorité agissante sur une majorité, au mépris de la loi, par l'intimidation»

Une radicalisation, un endoctrinement : ce sont des mots forts... Ces thèmes woke ne font-ils pas finalement partie du débat aujourd'hui ?

Oui, le politique a toujours existé dans l'enseignement supérieur. Mais on entend désormais dans les amphis des profs remettre en cause la légitimité du président de la République à mener des réformes et, au-delà, remettre en cause tout le système dans ses bases universalistes, démocratiques, laïques. C'est fait sans aucun complexe. Et depuis un an, cela va plus loin : cette frange veut faire taire tous ceux qui ne sont pas d'accord. C'est concerté avec les étudiants. Cela va des blocages des locaux dix jours par mois pour des motifs qui n'ont rien à voir avec la vie étudiante, à ce que nous subissons, mon collègue et moi. Nous avons toujours été des oiseaux assez rares dans un IEP très à gauche, je me définis comme un libéral centriste. Tant qu'on ne parlait pas de racisme et de wokisme, j'étais simplement un spécimen. Aujourd'hui, nous sommes ostracisés. Le cours de mon collègue est boycotté.

La sociologie des étudiants est-elle un élément d'explication ?

Ils sont le produit d'un enseignement dès le lycée, de la victimisation ethnique et du décolonialisme. C'est une « clientèle » particulière. Très anticapitaliste, même si cela tend à se lisser au cours du cursus. Parmi eux, se trouvent beaucoup de jeunes favorisés – enfants de profs ou de cadres – qui viennent avec des préjugés qu'ils demandent à l'institution de confirmer. Sinon, ils se disent « blessés, offensés ». Le plus frappant est qu'en dépit de la politique d'« ouverture sociale » proclamée, on fait semblant. Il n'y a aucune diversité ethnique ou religieuse. Aucune mixité. C'est du baratin. On a toujours des enfants de CSP +, très peu d'élèves modestes. C'est un entre-soi.

Hors de l'école, avez-vous été soutenu ?

Oui, près de 4 000 mails, des lettres d'anciens élèves et de personnalités politiques comme Olivier Faure (PS), Richard Ferrand (LREM), des députés LR. [Les ministres Blanquer et Vidal](#) et même Marine Le Pen se sont exprimés publiquement. Mais mes collègues sont, à l'exception de cinq ou six d'entre eux, demeurés muets. « Pire que le bruit des bottes, le silence des pantoufles », s'inquiétait l'écrivain suisse Max Frisch. Je ne leur jette pas la pierre, mais cela me fait peur. Ils laissent faire, pour différentes raisons : ignorance des faits, peur des conséquences sur leur carrière, sur le financement de leurs recherches. Peut-être aussi par une forme de « mépris de classe » : je ne suis qu'agrégé, pas docteur. C'est une sorte de lâcheté. J'ai appris et compris plus sur l'histoire en quelques mois qu'en quarante ans à m'intéresser à l'Allemagne. J'observe la mécanique de la prise du pouvoir d'une minorité agissante sur une majorité, au mépris de la loi, par l'intimidation. Cette mécanique, relayée par les réseaux sociaux, est un cas d'école. C'est orwellien.

Une longue expérience de prof

Ancien officier et athlète de haut niveau en Allemagne, Klaus Kinzler a passé l'agrégation d'allemand en France pour se consacrer à l'enseignement. Il a occupé plusieurs postes dans différentes régions, dont celui de principal d'un collège de banlieue à Echirolles (Isère). A 62 ans, il enseigne l'allemand et la civilisation allemande à l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble. D'abord placé en arrêt-maladie, il est aujourd'hui arrêté pour accident du travail.

„Fällt der Begriff Islamophobie, wird nur noch geprügelt“

Von Martina Meister



„Ça suffit“- Es reicht jetzt: Protest gegen Islamophobie

Quelle: AP

In Frankreich wurde jüngst ein Lehrer von Islamisten enthauptet. Nun wird der deutsche Dozent Klaus Kinzler in Grenoble wegen islamkritischer Äußerungen attackiert. Im Interview zeigt der 61-Jährige sich fassungslos.

Seit 25 Jahren unterrichtet Klaus Kinzler, 61, an einer privaten Elitehochschule, dem Institut des Sciences Po in Grenoble, deutsche Sprache und Kultur. In einem Mail-Austausch mit einer Kollegin hat er den Begriff der Islamophobie kritisiert. Daraufhin ist er zusammen mit einem anderen Kollegen als „Faschist“ gebrandmarkt worden. Ihre Namen wurden an den Wänden der Hochschule plakatiert. „Islamophobie tötet“, hieß es da. Im Kontext der Ermordung des Lehrers Samuel Paty sorgt das in Frankreich für große Aufregung. Die Hochschule hat Anzeige erstattet.

WELT: Herr Kinzler, was haben Sie empfunden, als Sie Ihren Namen an der Wand Ihrer Uni gesehen haben?

Klaus Kinzler: Ehrlich gesagt war ich nicht überrascht, sondern vorbereitet durch die Kampagne der Studentengewerkschaft, die mich in den sozialen Netzwerken durch den Schmutz gezogen hat, indem sie

mich als Rechtsextremisten und Islamophoben dargestellt hat. Zum Faschisten ist es da ja nur noch ein kleiner Schritt. Auf diese Mauern an unserer Hochschule wird eigentlich jeden Tag irgendwas Unappetitliches raufgekleistert. Das ist nicht das Schlimmste in dieser Affäre.



„Es gibt einen politischen Aktivismus, der sich als Wissenschaft verkleidet“, sagt Klaus Kinzler

Quelle: privat

WELT: Was ist denn das Schlimmste?

Kinzler: Dass Wissenschaft mit politischem Aktivismus verwechselt wird. Bei uns gilt: Aristoteles dixit. Dagegen kommt kein Argument an. Das ist wie ein Naturgesetz. Debattiert oder gestritten wird nicht mehr, weil sich Leute verletzt fühlen könnten. Das ist es, was sich in den letzten Jahren verändert hat: Es gibt einen politischen Aktivismus, der sich als Wissenschaft verkleidet. Es gibt eine Sensibilität und Verletzlichkeit, das, was Caroline Fourest die „Generation Beleidigt“ nennt. Es gibt mehr Intoleranz und auch einen Machthunger von manchen, die ihre Ideologie durchsetzen wollen.

WELT: Die Debatte dreht sich um den Begriff Islamophobie. Warum löst der einen solchen Glaubenskrieg aus?

Kinzler: Das ist tatsächlich überraschend, weil man von Frankreich das Bild hat, dass es ein laizistisches Land ist, in dem die Religion kritisiert werden darf. Aber es gibt Tabus, an die man nicht rühren darf. Ich habe mich beispielsweise dagegen gewehrt, dass Rassismus, Antisemitismus und Islamophobie in einem Atemzug genannt werden.

Es war der Titel einer geplanten Gleichheitswoche. Aber das eine hat mit dem anderen nichts zu tun. Die Diskriminierung von Arabern fällt in meinen Augen unter die Kategorie Rassismus und hat nichts mit Islamophobie zu tun. Die ersten beiden sind im Übrigen Straftatbestände, die Islamophobie ist es nicht. Der

Begriff ist einfach zu schwammig. Einerseits wird er von Sozialwissenschaftlern benutzt, andererseits hat er eine zweite Bedeutung.

Der Normalsterbliche hört darin die Angst vor dem Islam. Nur darum geht es den Sozialwissenschaftlern nicht. Sie sagen, dass sie über die Diskrimination von gläubigen Muslimen forschen, die sie strukturell als Opfer begreifen. Es gibt also einen Begriffskonflikt. Darüber wird seit 25 Jahren gestritten.

WELT: Ist es falsch, den Begriff der Islamophobie mit dem Antisemitismus gleichzusetzen?

Kinzler: Ja. Letzterer hat Millionen Tote zur Folge gehabt, Genozide ohne Ende. Dann gibt's Rassismus, Sklaverei. Auch das hat in der Geschichte zu zig Millionen Toten geführt. Aber wo sind die Millionen Toten der Islamophobie? Ich bestreite nicht, dass Menschen muslimischen Glaubens diskriminiert werden. Ich weigere mich nur, das auf die gleiche Stufe zu stellen. Ich halte das für ein absurdes Täuschungsmanöver.

WELT: Sie sagen, dass man im Grunde nicht mehr über den Islam reden darf.

Kinzler: Da muss ich widersprechen. Man kann durchaus über den Islam sprechen, aber nur, wenn man genau dieser Doxa folgt, die von bestimmten Wissenschaftlern vorgegeben wird. Diese Doxa schreibt vor, dass die Muslime in Frankreich Opfer sind. Wer daran rührt, hat ein Problem.

WELT: Es gibt ja in Frankreich gerade die Debatte zum „islamo-gauchisme“, zum Links-Islamismus. Was Sie gerade erleben, wirkt wie ein Präzedenzfall.

Kinzler: Es ist jedenfalls eine wunderbare Illustration. Mein Fall ist ja eine ganz banale Geschichte, die hochgekocht ist. Eigentlich bin ich den Studenten sogar dankbar, dass sie die Parolen an die Wand geklebt haben, sonst wäre das ja wieder unter den Teppich gekehrt worden. Aber ich werde mich hüten, in Frankreich den Begriff des „islamo-gauchisme“ zu verwenden, auch wenn er nicht falsch ist.

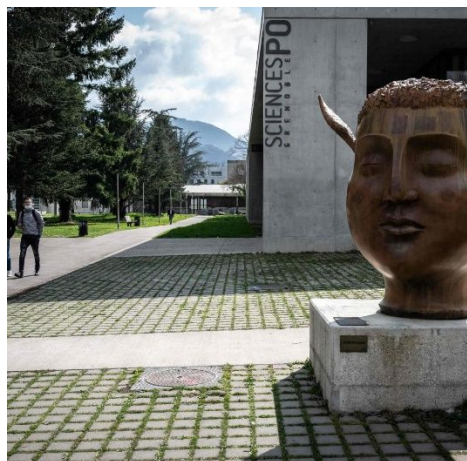
Egal, wie man es nennt, das Phänomen ist nicht neu und tief in der französischen Intelligenz ja verwurzelt. Sartre, Derrida, die haben den Taliban in Afghanistan und Khomeini im Iran angebetet und als Retter der Geknechteten gesehen. Sobald aber der Begriff Islamophobie fällt, wird nicht mehr diskutiert, sondern nur noch geprügelt.

WELT: Warum fühlen sich denn die Studenten von Ihren harmlosen Mails verletzt?

Kinzler: Ich kenne nicht alle Studenten der Gruppe, aber einige schon. Das sind liebenswürdige Menschen, die mit Sicherheit nichts vortäuschen. Die fühlen sich wirklich verletzt. Einer von ihnen spricht im Unterricht immer von seiner Identität, die wir anderen nicht verstehen könnten. Der hat diese neue Doktrin komplett verinnerlicht.

Diese Doxa von der Identität, egal ob sie ethnisch, religiös ist, ob es um Gender oder sexuelle Vorlieben geht, dieser junge Mann ist in seiner Identität komplett eingesperrt. Er kann nur aus dieser Warte reden. Er bricht zusammen, wenn ich sage, ich ziehe Christus vor, weil er der ehebrechenden Frau verziehen hat. Wer böse ist, könnte sagen: Sein Platz ist nicht an der Uni, wenn er sich durch Argumente verletzt fühlt. Aber bei uns tut man alles, damit sie nicht verletzt werden.

Man erspart ihnen jede Form von Auseinandersetzung. Das ist ja das Skandalöse. Wenn es so weitergeht, dann können wir unsere Uni eigentlich zusperren, das Gebäude verkaufen und einen Supermarkt draus machen. Wozu dann noch ein Institut d'Études Politiques, wenn man jeden schützen muss vor Argumenten, die ihm nicht gefallen?



Campus der Elite-Uni Sciences Po in Grenoble

Quelle: AFP

WELT: Die Cancel Culture ersetzt den kritischen Geist?

Kinzler: Auch dieser Begriff ist nicht besonders glücklich. Aber fest steht, was nicht gefällt, was stört oder verletzt, wird gecancelt, einfach abgesagt. Beispielsweise haben die Studenten angekündigt, dass sie die Veranstaltung der Woche der Gleichheit boykottieren werden, sollte ich an einer Diskussionsrunde teilnehmen und mit auf dem Podium sitzen.

WELT: Sie nennen das intellektuellen Terrorismus?

Kinzler: So weit gehe ich nicht. Bei Terrorismus denke ich an Bomben.

WELT: Nennen wir es Zensur, Gedankenpolizei.

Kinzler: Ja. Es wird entschieden, wer sich äußern darf, wer nicht. Und nicht die besseren Argumente zählen, sondern ob es gefällt. Es werden „safe spaces“ geschaffen, Sicherheitsblasen, in denen die jungen Menschen nicht behelligt werden mit Dingen, mit denen man sich früher selbstverständlich auseinandergesetzt hat.

Wir haben hier an unserem Institut viele Lehrkräfte, die den Studenten nach dem Mund reden und die Vorurteile, die sie schon haben, bekräftigen. Einer wie ich stört. Für viele bin ich hier „Klaus, der Extremist“. 25 Jahre lang war das schlimmste Schimpfwort Liberaler oder Neoliberaler. Jetzt bin ich Rechtsradikaler, ein Islamophober und ein Faschist.

WELT: Angeblich ist die Cancel Culture und die Woke-Welle, die aus den USA nach Frankreich geschwappt ist, an den Unis hier nur ein Randproblem. Wie sehen Sie das?

Kinzler: Ich kann nicht über andere Universitäten, sondern nur über meine eigene sprechen, wo sich das in den letzten Jahren stark entwickelt hat. Unser Institut hier in Grenoble ist vermutlich so eine Art Hotspot dieser Richtung der Sozialwissenschaften. Und das wird sich auch nicht so schnell ändern, denn die Forscher sind alle relativ jung.

WELT: Sie zitieren den Schriftsteller George Orwell: „Wenn Freiheit irgendetwas bedeutet, dann das Recht, Leuten zu sagen, was sie nicht hören wollen.“ Sind wir in Frankreich tatsächlich um Jahre hinter Orwell zurückgefallen?

Kinzler: Nicht um Jahre, um Jahrhunderte. Wir sind hinter die Aufklärung zurückgefallen. Die Aufklärung hat ja unter anderem mit Religionskritik angefangen. Selbst die wird jetzt ein Tabu. Es ist eine richtige Regression.

WELT: Haben Sie ausreichenden Rückhalt von Ihren Kollegen?

Kinzler: Nein. Mir schlägt eine offene Feindseligkeit entgegen. Von den 50 Kollegen sind 35 gegen mich, sie hassen mich inzwischen. Nur 15 stehen auf der Seite der Freiheit. Aber selbst von denen hat mir einer geschrieben, dass er sich inzwischen vor meinem moralischen Konservatismus genauso ängstige wie vor

dem, was die Studenten angestellt haben. Auch meine Direktorin hat sich nicht hingestellt und gesagt: „Der Kinzler ist ein Demokrat und kein Faschist.“

WELT: Sie waren mit einer Tunesierin verheiratet und haben einen gemeinsamen Sohn. Das allein müsste doch die Vorwürfe ad absurdum führen.

Kinzler: Das sollte nichts zur Sache tun. Zählen müsste allein die Tatsache, dass ich mein ganzes Berufsleben für Meinungsfreiheit gekämpft, dass ich Debatten gefördert und Auseinandersetzungen zugelassen habe. Meine Kollegen tragen aber Scheuklappen, sie leiden unter einer ideologischen Borniertheit, sie wollen das nicht sehen.

WELT: Warum tritt Ihr Kollege, der ebenfalls am Pranger steht, nicht in der Öffentlichkeit auf. Hat er Angst?

Kinzler: Mein Kollege ist ein konservativer Katholik, man könnte ihn im konservativen Flügel der CDU verorten, wo man hier allerdings am liebsten schon den Verfassungsschutz alarmieren würde. Er ist ein brillanter Kopf, der Unterricht mit Herzblut macht. Aber er kritisiert den Islamismus. Und das ist einfach ein No-Go. Seine Frau hat große Angst um ihn. Da herrscht tatsächlich Panik zu Hause.

WELT: Und Sie haben keine Angst?

Kinzler: Nein. Angst kann man ja nicht bestellen. Entweder man hat sie oder nicht.

WELT: Nehmen Sie die Aktion den Studenten übel?

Kinzler: Nein. Dass sie das trotz des Kontextes gemacht haben, also trotz der Enthauptung von Samuel Paty, zeigt, dass sie keine erwachsenen, verantwortlichen Personen sind. Ich fühle mich aber auch nicht als Samuel Paty. Ich bin kein Märtyrer. Ich stehe nur zu meinen Überzeugungen. Ich bin auch nicht der Opfertyp, sondern war immer ein Kämpfer.

Wenn mich jemand angreift, dann wehre ich mich. Den Vergleich mit Samuel Paty finde ich eher unpassend und vielleicht sogar gefährlich. Denn wenn man es lange genug wiederholt, dann könnte es womöglich doch noch jemand einfallen, in einen Zug zu steigen und uns ein Messer in den Rücken zu rammen.

Sciences Po Grenoble : « J'ai essayé de défendre un point de vue divergent »

ENTRETIEN. Accusé d'être « islamophobe » par des militants, Klaus Kinzler revient sur les événements qui ont conduit à sa dénonciation.

Encore un enseignant placé sous protection policière pour avoir voulu débattre d'un sujet manifestement tabou sur certains campus en France : la place de « l'islamophobie » dans le champ universitaire. Depuis qu'il a vu son nom exposé à la vindicte publique sur les murs de l'IEP de Grenoble et sur les réseaux sociaux, qualifié d'« islamophobe » et de « fasciste » par des militants persuadés que tout débat sur l'islamisme est une offense faite aux musulmans, le professeur d'allemand Klaus Kinzler ne décolère pas. Depuis cette affaire, les syndicats étudiants sont dans la tourmente, déchirés entre leur volonté de défendre une ligne politique antiraciste radicale et des méthodes de désignation de l'ennemi qui ne leur font pas honneur. Le scandale n'en a pas rebondi, les jeunes syndicalistes de l'IEP ayant réclamé, hier, « des excuses » à l'enseignant pour ses propos jugés « offensants ». Kinzler s'est confié à nous lors d'un entretien approfondi où il revient sur les ressorts d'une intolérance intellectuelle qui lui est insupportable.

Le Point : Pouvez-vous revenir sur les faits qui ont conduit à l'affichage de votre nom sur les murs de l'IEP de Grenoble et sur Twitter ?

Klaus Kinzler : En novembre et décembre, j'ai eu de vifs échanges avec une collègue dans un échange de mails où – pour faire simple – je contestais, dans le titre d'un événement de l'IEP, la Semaine de l'égalité, « Racisme, antisémitisme et islamophobie », la mise sur le même plan des deux premiers concepts et du troisième. Cette histoire est devenue publique à la suite des accusations de harcèlement et d'atteinte morale violente à l'encontre de cette collègue de la part du laboratoire Pacte affilié au CNRS, sous prétexte que j'aurais mis en cause les travaux académiques de celle-ci. Ces mails ont beaucoup circulé, y compris auprès d'étudiants. Puis j'ai découvert sur le tard une campagne lancée sur Facebook et Instagram par l'Union syndicale, l'unique syndicat étudiant de l'IEP, contre moi et un collègue. Pendant six semaines, des militants ont lancé des appels à témoins, espérant récolter des preuves d'« islamophobie » dans nos cours. Mon collègue dispense un cours depuis dix ans sur l'islam et les musulmans en France et avait remarqué que beaucoup de personnes n'y venaient que dans l'espoir de glaner des éléments pour pouvoir dire qu'il s'agissait d'un cours inacceptable. C'est un homme d'une honnêteté intellectuelle à toute épreuve que l'on cherche à piéger depuis des années. Bref, en février, faute de preuves, ces activistes ont lancé un appel à témoins sur les réseaux sociaux. Certains étudiants sont venus me dire « nous savons que vous n'aimez pas

les musulmans ». J'ai averti ma hiérarchie. J'ai été mis en congé maladie. Je me sentais beaucoup mieux parce que je n'avais plus à affronter tout ça. J'étais sur mon vélo quand un journaliste du *Figaro* m'a appelé, m'apprenant au passage que mon nom avait été affiché sur les murs de l'IEP. Je n'étais pas vraiment surpris. Je n'ai pas réalisé tout de suite la gravité des faits, je n'ai pas pensé immédiatement à Samuel Paty, par exemple. Un tweet de l'UNEF avec la photo de l'entrée de l'IEP, accompagné d'un hashtag #SciencesPorc qui nous assimilait à des violeurs, a ensuite suscité un effet boule de neige.

Vous pensez que tout était organisé pour donner une ampleur nationale à l'événement ?

Je n'en sais rien... qui peut savoir ce qui se passe dans les têtes de ces écervelés ? Je crois surtout qu'ils voulaient nous faire la peau à moi et mon collègue, et qu'ils n'avaient sans doute pas prévu que la méthode les desservirait plus qu'autre chose.

Dans les échanges que vous avez eus par mail avec vos collègues à l'occasion de l'organisation de la « Semaine de l'égalité », on constate que vous réceusez la notion d'islamophobie comme notion scientifique valable...

Non. Je veux être précis, je ne la réceuse pas, simplement je refuse l'usage idéologique qui en est fait par les défenseurs de l'islam politique. Que des scientifiques publient des articles pour défendre cette notion ne me pose aucun problème... à condition que je conserve le droit de la réfuter, d'argumenter et de débattre !

L'argument d'autorité qui consiste à dire « ce terme est établi et n'a pas à être débattu dans le champ scientifique » ne me convient tout simplement pas. Pour moi, la notion d'islamophobie n'est pas établie scientifiquement et ne peut être placée sur le même plan que le racisme ou l'antisémitisme. Vous pouvez penser autre chose, mais certainement pas m'empêcher de le penser. Tous les mois, de nouveaux articles sont publiés qui proposent une nouvelle définition du terme. Certains y voient la peur de l'islam, d'autres la discrimination des musulmans. Ce concept est nuisible parce qu'ambigu, et il faudrait un débat sur son bien-fondé.

Cette querelle ne marque-t-elle pas finalement l'incapacité actuelle du monde universitaire à débattre sereinement de ces questions ?

Ce débat est refusé par les partisans du terme mais pas par ses critiques. Les premiers veulent imposer leur monopole. Comme me disait un collègue aujourd'hui à la retraite, puisque tous les chercheurs qui contredisent

un tant soit peu cette doxa sont voués aux gémonies, de moins en moins de personnes se risquent à examiner ce sujet. *In fine*, ce domaine d'études se retrouve peuplé de personnes qui pensent conformément à ces théories. Plus généralement, certaines sciences sociales tendent à faire passer leur militantisme pour de la science. On peut être scientifique et militant, mais il faut séparer les deux activités. De même pour les médias, il faut une distinction stricte entre les faits et les opinions.

Vous avez finalement été exclu du groupe qui préparait la « Semaine de l'égalité...

Il y a plus grave pour moi que de ne pas assister à la Semaine de l'égalité de l'IEP, qui n'est pas une semaine académique, mais militante, tous les invités étant des « victimes » ou des « témoins ». Je n'ai rien contre : il est légitime que l'université, qui est un lieu ouvert à tous les courants de pensées ou presque, se penche sur ces questions. Je suis à vrai dire assez ouvert sur la méthode, au point que s'il se présentait un groupuscule d'extrême droite qui ne commettrait aucun délit, je ne verrais pas d'objection à ce qu'il tienne une conférence, même si l'on sait que cela ne risque pas d'arriver. Le syndicat étudiant, qui a écrit un long texte sur moi en détournant mes propos, expliquait ainsi que l'extrême droite n'avait sa place nulle part.

Où commence « l'extrême droite » sur l'échiquier politique de ces militants dont vous parlez ?

Pour beaucoup de mes collègues, être en phase avec une position politique plus ou moins proche de l'exécutif en place, c'est être d'extrême droite. Pour eux, par exemple, Jean-Michel Blanquer est un extrémiste de droite. Et comme de l'extrémiste de droite au fasciste il n'y a pas qu'un pas, me voici associé au fascisme. J'avoue que je n'aurais jamais imaginé une chose pareille.

Le fait d'être Allemand fait-il partie des reproches qui vous sont adressés ?

Non, rassurez-vous je ne suis pas une victime de discrimination germanophobe ! Je vis aujourd'hui dans un pays dont j'ai adopté la nationalité – la France. Même si je suis, si l'on peut dire, totalement « assimilé » - je sais que le terme peut prêter à débat - je reste très allemand, culturellement et peut-être aussi par mon caractère.

Vous décrivez le monde universitaire comme imperméable à la réalité et obsédé par la morale. Avez-vous vu un basculement s'opérer ?

En vingt-six ans de carrière à l'IEP, on ne m'a jamais empêché de dire ce que j'avais à dire, c'est la première fois que je fais l'objet d'une attaque de ce genre. Je suis un libéral, une catégorie politique un peu bizarre que l'on a du mal à classer en France, disons que par simplification, la plupart des gens nous classent à droite, ce qui n'est pas vrai sur tous les sujets. Je suis allemand, pays où, quand vous êtes libéral, vous n'êtes pas forcément considéré comme de droite... Jusqu'à maintenant, je n'ai jamais rencontré non plus de problème avec mes étudiants, quel que soit le sujet abordé. Cette année, nous avons par exemple évoqué ensemble la « cancel culture », certains n'ont pas trop aimé, mais on échange, même lorsqu'on n'est pas d'accord ! Cette affaire est née du fait que j'ai essayé de défendre un point de vue divergent.

Vous avez sans doute suivi les débats récents sur la notion d'islamo-gauchisme à l'université. Qu'en pensez-vous?

Je ne suis pas assez connaisseur du sujet pour avoir un avis définitif, mais il est difficile de ne pas remarquer qu'il existe une forme de porosité entre une certaine gauche intellectuelle et la défense de l'islamisme. N'oublions pas que Sartre et Foucault ont fait l'éloge de la révolution iranienne. Et le petit événement qui m'arrive est quand même l'illustration de cette tendance de la gauche de victimiser en permanence les musulmans. Est-ce de la science ou du militantisme? A l'IEP, on apprend aux musulmans – bien qu'ils soient très peu nombreux - qu'ils sont des victimes. C'est anecdotique, mais un de mes étudiants, musulman, est obsédé par son identité, dont il parle en permanence. C'est pour cela que les étudiants, quand ils se disent blessés par mes propos, sont sincères, et que je ne leur fais aucun reproche. En revanche, les enseignants-chercheurs qui les instrumentalisent ne le sont pas.

Au fond, ne retrouve-t-on pas la condescendance propre à une certaine gauche?

Tout à fait. C'est comme si on n'accordait pas au peuple la même capacité à penser et à agir. On lui réserve donc un argumentaire de seconde catégorie.

Et le syndicat qui s'en est pris à vous et à votre collègue?

L'influence de cet unique syndicat est énorme. Pourtant j'évaluerais à 10 % au maximum les étudiants qui sont satisfaits de son action, et à 5 % ceux qui partagent son extrémisme. Certains aimeraient le quitter mais hésitent, notamment parce qu'il fait régner une atmosphère de terreur pour tuer dans l'œuf tout débat interne.

Ou encore, ils sont capables de bloquer l'IEP pendant des semaines, parfois une moitié de semestre, pour protester contre ceci ou cela, et personne n'ose mettre fin à ces blocages. Ils n'ont même pas besoin d'être violents pour s'imposer. La direction préfère se coucher devant eux. Les étudiants ont beau être majoritairement opposés à ces blocages, ils ne s'expriment pas. Cela me semble d'ailleurs assez français. Ce genre de phénomènes arrivent aussi en Allemagne mais ne durent pas longtemps car la police y met rapidement fin. En Allemagne on est beaucoup plus respectueux de la loi qu'en France, où chacun l'interprète à sa guise et les autres acceptent cela du moment qu'on prétend être "en lutte". Pourtant c'est le peuple qui a donné ces lois au pays ! Nous sommes en démocratie et nous avons bien de la chance, il faut donc respecter les règles communes. Je ne cherche pas à faire la leçon à la France, je ne fais que constater ce que j'observe depuis que je vis dans ce pays, que j'aime évidemment beaucoup.

Peut-on dire qu'il existe une forme de "gauchisme culturel" à l'université aujourd'hui ?

Cela dépend du sens que vous y donnez, et aujourd'hui les définitions glissent vite (*rires*). Si aujourd'hui je suis un fasciste, alors où est la gauche ? J'ai presque envie de traiter cette question sur le ton de l'humour... la réponse est évidemment oui. Certains de mes collègues sont des extrémistes. Je vais vous raconter une anecdote : au moment de la tentative de réforme des retraites d'Emmanuel Macron, un de nos jeunes professeurs très en vue a déclaré en public lors d'un grand débat entre étudiants et professeurs qu'Emmanuel Macron n'avait aucune légitimité pour mener cette réforme. La question n'était même pas de savoir si la réforme était bonne ou mauvaise ! Cette opinion est partagée par de nombreux autres enseignants. Personne n'a contredit ce monsieur, sauf moi. En démocratie, il faut respecter la Constitution.

Quel est le pire aspect de cet épisode qui dure depuis novembre, la violence des attaques, le comportement de vos collègues ou l'absence de soutien de la part de la direction ?

Je n'accuse pas la directrice de l'IEP, qui est impuissante et désarmée. Malgré toute sa bonne volonté, elle n'a pas su maîtriser les événements. Ce n'est en rien une extrémiste, elle a simplement été dépassée. Lundi s'est tenue une réunion de crise à l'IEP, où les participants ont tenté de se mettre d'accord sur une déclaration conciliant à la fois une demande de sanction à notre encontre, puisque tout serait de notre faute, et une condamnation de cet affichage sauvage. Mais un tel compromis est impossible!

Pour finir, que retirez-vous de cet épisode ?

Je suis content de pouvoir me faire le porte-parole de tous ceux qui veulent remettre les pendules à l'heure pour que la majorité reprenne le pouvoir et ne se laisse plus tyranniser par cette minorité idéologiquement

aveugle, antidémocratique, intolérante, dangereuse et parfois même criminelle. Il me reste encore cinq ans de carrière, il m'est donc indifférent de me brouiller avec ces personnes. Je veux me battre pour la diversité des idées, la tolérance de cette diversité et la franchise des débats. J'y tiens, même si de plus en plus, quand vous menez ce combat, on vous criminalise.